UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ANALYSE DU COUP D'ÉTAT AU HONDURAS LE 28 JUIN 2009 : UNE
INGÉRENCE ÉTATSUNIENNE ?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
ESTHER THOMMERET

JANVIER 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais commencer ce mémoire en remerciant les personnes qui m'ont appuyé, de loin ou de près, tout au long de la rédaction de ce mémoire. Je tiens à remercier tout d'abord mon directeur de recherche, le professeur Julián Durazo-Herrmann, d'avoir cru en moi, pour ses conseils et ses encouragements. J'ai grandement apprécié sa patience mais surtout sa disponibilité, grâce à ses nombreux commentaires et corrections j'ai pu concrètement faire évoluer la réflexion.

Je dois avouer que je ne m'attendais pas à ce que la rédaction de ce mémoire soit aussi enrichissante. Merci à l'UQÀM de m'avoir donné l'opportunité de réaliser ma Maîtrise à Montréal, et de m'avoir permis de faire évoluer mes objectifs et exigences pour le futur. J'aimerais remercier également mes amis d'Ojojona au Honduras, sans lesquels je ne me serai sans doute pas autant attachée à ce petit pays d'Amérique centrale.

Enfin, j'adresse mes remerciements à mes proches sans lesquels je ne serai pas arrivée jusque-là. Mes parents, qui m'ont soutenu à distance jusqu'à la fin, mais également mes amis qui ont pu suivre au quotidien l'évolution de cette recherche.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	iii
RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE, HYPOTHÈSES, CADRE THÉORIQUE, APPAREIL CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIE.....	11
1.1 Problématique et hypothèses.....	11
1.2 Cadre de recherche théorique.....	12
1.3 Appareil conceptuel	22
1.3.1 Coup d'État	22
1.3.2 Impérialisme	23
1.3.3 Ingérence.....	25
1.3.4 Situationalité	27
1.4 Méthodologie	28
1.4.1 Type de recherche	30
CHAPITRE II	
CONTEXTE HISTORIQUE	32
2.1 Émergence de la politique hondurienne et d'une élite nationale	32
2.1.1 Des partis traditionnels au Parti Libéral.....	38
2.1.2 Formation du bipartisme hondurien : le Parti Libéral et le Parti National.	40
2.2 Formation de la république bananière entre 1912 et 1929.....	42
2.2.1 Le début du capitalisme hondurien	42
2.2.2 Lien étroit entre économie et politique	44
2.3 Relation avec les États-Unis depuis le 20 ^{ème} siècle	47
2.4 Les nouvelles réformes de Manuel Zelaya avant le coup d'État	51
CHAPITRE III	

RÉSUMÉ

Cette recherche porte sur l'analyse du coup d'État du 28 juin 2009 au Honduras. Plus précisément, il s'agit d'analyser les différents acteurs en jeu lors de cet événement politique hondurien pour comprendre toutes les relations de pouvoir qui s'y sont opérées. Cette étude sera mise en lien avec l'apparition des *Banana Republic* en Amérique centrale, et l'émergence de certains acteurs clés de l'histoire du Honduras depuis son indépendance tels que la classe sociale dirigeante, autrement appelée « l'élite ». Pour ce faire, la théorie critique postcoloniale des relations internationales sera utilisée. Le cœur de cette recherche s'intéressera au rôle des États-Unis sur le territoire hondurien de manière générale, et plus précisément au moment du coup d'État du 28 juin 2009. Les rapports existants entre le Honduras et les États-Unis seront analysés pour y déceler l'éventuel impérialisme présent depuis de nombreuses années. Autrement dit, ce mémoire se demande comment une puissance impérialiste présente sur du long terme dans un pays en voie de développement peut mener à de l'ingérence de manière plus ponctuelle, au moment de certains événements précis. Cette recherche conclut qu'il s'agissait bien d'ingérence états-unienne au moment du coup d'État du 28 juin 2009 et que les États-Unis exercent une force impériale depuis de nombreuses années au Honduras. Les États-Unis sont présents sur le territoire hondurien par l'établissement de leurs multinationales bananières mais également par l'intermédiaire de l'élite hondurienne avec laquelle ils détiennent des liens étroits leur permettant d'être impliqués dans les affaires politiques et économiques du pays. L'évènement du 28 juin 2009 a été un exemple démontrant que lorsqu'un pays ne détient pas une politique solide et structurée, il laisse la possibilité à d'autres nations d'entrer dans ses affaires économiques ou politiques.

MOTS-CLÉS : Honduras, coup d'État, multinationales bananières, impérialisme, États-Unis, ingérence, élite nationale.

INTRODUCTION

En 2009, le Honduras fit face à un bouleversement politique qui changea le cours de son histoire. Le 28 juin 2009, le pays fut frappé par un coup d'État enclenché par l'armée hondurienne, exilant Manuel Zelaya, le président en place, au Costa Rica.

Lorsque Manuel Zelaya se présenta aux élections en 2005, il promit au peuple hondurien d'agir sur la pauvreté par différents programmes. Une fois élu, il mit en place de nombreuses « mesures sociales » en faveur des travailleurs et des étudiants. Manuel Zelaya adopta une position de plus en plus dite « de gauche », tentant également de « libérer son pays de la tutelle états-unienne » en signant des accords avec des pays d'Amérique latine.

De plus, petit à petit, il se détacha des politiques néolibérales en place depuis de nombreuses années, et adopta un discours assez critique sur l'impérialisme et le capitalisme. Cependant, certains de ces changements ont dérangé le patronat hondurien, allant à l'encontre de leurs intérêts. En effet, toutes ces nouvelles actions s'éloignant fortement des anciennes politiques déstabilisèrent les puissants du pays, considérés comme étant plus « conservateurs » et moins ouverts au changement (Morin, 2009, p.2). Le Honduras peut être perçu comme étant un pays dans lequel la politique est un « système institutionnalisé » qui profite à une élite (LaSusa et Asmann, 2017). Contrairement aux autres pays d'Amérique centrale, l'élite économique la plus puissante du Honduras est moins celle des secteurs agricoles et industriels mais plutôt celles issues du « service, de la banque, des médias et des télécommunications » (LaSusa et Asmann, 2017). Ces élites « transnationales » sont issues des pays d'Europe de l'Est mais également du Moyen-Orient et utilisent leurs liens économiques internationaux pour bénéficier d'avantages dans leur propre pays,

ici le Honduras. Cette élite est surtout composée de « familles militaires et de politiciens régionaux » qui se sont impliqués dans ce système corrompu hondurien pour maintenir leurs avantages économiques. Ce secteur privé maintient un lien étroit avec le secteur public, ce qui permet de mettre en avant les intérêts des deux acteurs. Le réseau étroit entre les élites touche autant le secteur public, que privé et criminel. Le fonctionnement politique au Honduras est différent de celui des autres pays de la région, il s'agit plus d'une « négociation entre élites ». Le pays se retrouve donc dans un système où le lien entre les secteurs publics et privés est inévitable et crée une sorte de réseau entre les différents acteurs privilégiés et où les institutions gouvernementales se doivent de « répondre aux besoins de ce réseau ». Ce réseau devient de plus en plus solide avec le temps, et choisit toutes les règles « régissant l'activité politique et économique à son profit » (LaSusa et Asmann, 2017).

Le principal élément déclencheur du coup fut la mise en place d'une consultation populaire avec pour objectif de demander au peuple hondurien son avis concernant la convocation d'une assemblée constituante lors des prochaines élections, permettant ainsi la création d'une quatrième urne qui ferait intervenir davantage l'opinion publique. L'enjeu n'était pas tant cette assemblée constituante, mais davantage le fait que le Président Manuel Zelaya était en train de mettre en œuvre de nombreux changements pouvant fortement déranger certains acteurs clés du pays. En effet, Manuel Zelaya va changer d'orientation politique au cours de son mandat, essayant ainsi de se détacher des pouvoirs traditionnels du pays (CIDOB, 2014, p.1). Ses nouvelles politiques ont modifié le fonctionnement de l'économie et ont permis de mettre en place un système plus concurrentiel donnant plus de droits aux populations les plus pauvres du pays mais également à tous les acteurs de l'économie et non uniquement les plus puissants tels que les grandes multinationales (Lamrani, 2015). Ces changements ne mettent donc plus autant en avant les intérêts de l'élite hondurienne ni des multinationales états-uniennes. La version officielle défendue par

les putschistes est que l'action entreprise par Manuel Zelaya dans le but de mettre en place cette consultation populaire était contraire à la Constitution de 1982, et que, ce faisant, le président cherchait à obtenir un deuxième mandat (Charbonneau, 2014, pp. 208-209). En effet, la mise en place d'une assemblée constituante est l'unique moyen de modifier cette disposition de la Constitution (Charbonneau, 2013, p.30).

Objet de recherche

Cette recherche est centrée donc sur cet événement précis tout en s'interrogeant sur les différents acteurs en jeu dans l'élaboration de ce coup d'État, et plus particulièrement sur le rôle des États-Unis. En effet, selon de nombreux auteurs et différentes recherches, cette puissance nord-américaine aurait pu jouer un rôle plus que minime dans les affaires politiques du Honduras. Les liens historiques du Honduras avec les États-Unis avant ce coup d'État seront alors étudiés pour pouvoir comprendre le comportement de ces deux acteurs au moment du coup d'État. Notons cependant que d'autres acteurs plus discrets sont également impliqués tels que les grandes multinationales productrices de bananes ou encore l'élite hondurienne. En effet, cette élite semble avoir un impact politique important, en lien très étroit avec ces multinationales états-uniennes présentes sur le territoire. Un retour historique sera fait pour revenir à l'apparition du terme de « république bananière » donné au Honduras au 19^{ème} siècle, permettant de clarifier de nombreux aspects du fonctionnement politique et économique du Honduras.

Manuel Zelaya commençait à prendre de plus en plus le parti des « pauvres » du pays, en proposant de nouvelles mesures de protection sociale telles qu'une baisse du prix des transports publics, une augmentation des salaires minimums ou encore une scolarité primaire gratuite. De nombreux changements ont donc été mis en place en faveur de la classe sociale la plus pauvre. C'est la raison pour laquelle l'élite a cherché à changer les règles du jeu à son avantage au moment du coup d'État de

2009. Cette élite au Honduras a mis en place un système dans lequel l'armée étasunienne, en étroite relation avec l'armée hondurienne, est la force primordiale du pays, toujours présente dans les affaires institutionnelles ou gouvernementales (*Economic and Political Weekly*, 2009, p.7). L'armée au Honduras est, de toute évidence, intimement liée à la sphère politique hondurienne. Un exemple est que de nombreux hommes politiques ayant acquis un certain pouvoir se nomment général ou commandant au sein des forces militaires. L'armée est généralement utilisée par l'État comme instrument dans sa quête de pouvoir et de domination. À de nombreuses reprises, l'armée hondurienne est le déclencheur de plusieurs coups d'État dans son pays. Finalement, « le rôle que l'armée hondurienne joue est en grande partie conditionné par la nature de l'équilibre des forces politiques existantes ». Comme nous l'explique Steve Ropp dans son texte concernant l'armée hondurienne, les États-Unis sont régulièrement présents au sein des forces armées honduriennes (Ropp, 1974, pp.505-520).

Par ses différentes actions, Manuel Zelaya a tenté de changer ce fonctionnement en utilisant la voie constitutionnelle. Comme c'est le cas pour de nombreux pays d'Amérique latine, une oligarchie contrôle une grande partie de l'économie nationale. Manuel Zelaya, par différentes tentatives, a essayé d'aller à l'encontre de ce « déséquilibre » en arrêtant de faire passer cette « oligarchie » au premier plan et en essayant de se libérer de cette tutelle étasunienne (*Economic and Political Weekly*, 2009, p.7).

Cette consultation mise en place peu de temps avant de prochaines élections fut donc perçue comme une menace par cette élite hondurienne. C'est la raison pour laquelle presque toutes les institutions du pays se sont unies contre le président : « le Congrès, la Cour suprême, l'Église, les médias, les forces armées ». Malgré le fait que cette consultation n'était pas contraignante, ces acteurs ne voulaient pas prendre le risque «

d'être mis en minorité par le peuple ». Ce coup d'État a donc été justifié en référence au respect de la loi (Morin, 2009, pp.2-3). La Cour Suprême s'est basée sur la clause de la Constitution interdisant au Président en place de faire un deuxième mandat. Cette consultation fut donc déclarée « illégale et inconstitutionnelle » par la juridiction hondurienne (Charbonneau, 2014, p.209).

Il est intéressant de noter également que, contrairement à de nombreux exemples de coups d'État en Amérique latine, le rôle des États-Unis est moins clair dans ce cas-ci, étant donné que l'administration de Barack Obama a condamné le coup d'État hondurien de 2009 (*Economic and Political Weekly*, 2009, p.7). Cette nouvelle position de la puissance nord-américaine montre un changement intrigant par rapport aux précédents bouleversements politiques dans l'histoire de l'Amérique latine. Officiellement, Barack Obama, Président des États-Unis au moment du coup d'État, n'a pas reconnu les putschistes et a « réclamé la restauration de Manuel Zelaya dans ses fonctions ». Cependant, cela ne veut pas dire que Barack Obama n'ait pas joué un rôle dans ce coup (Morin, 2009, p.3).

De plus, les États-Unis n'ont pas déclaré l'évènement comme étant un « coup d'État militaire », leur permettant ainsi de ne pas supprimer l'aide apportée au gouvernement hondurien, mais de seulement diminuer le financement et d'être toujours présents sur le territoire. L'administration américaine tenait à ce que le Honduras ne se rapproche pas des États de « gauche » d'Amérique latine, mais reste dans un régime de droite pouvant ainsi arrêter la consolidation de la gauche sur le continent. De cette manière, les États-Unis pourraient continuer à apporter une aide financière, pouvant tomber indirectement dans les mains des putschistes (*Economic and Political Weekly*, 2009, p.7). Cependant, Manuel Zelaya alla à l'encontre de cette volonté états-unienne en décidant au cours de son mandat de réduire son lien avec Washington et de s'associer à l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA),

représentant une coalition forte entre les différents pays d'Amérique centrale contre cette présence étasunienne sur leurs territoires (CIDOB, 2014, p.11). Le 4 mars 2010, la secrétaire d'État Hillary Clinton annonce la reconnaissance du nouveau gouvernement hondurien sous le président Porfirio Lobo, vainqueur du scrutin du 29 novembre 2009 (Lambert, 2010).

Question de recherche

La question de recherche qui guidera ce travail sera donc la suivante : « Pouvons-nous parler 'd'ingérence étasunienne' dans la mise en œuvre du coup d'État au Honduras le 28 juin 2009 ? Pourrions-nous interpréter le rôle de l'élite hondurienne dans cet événement politique comme étant le lien étroit entre cette 'république bananière' et la puissance nord-américaine ? ».

Pertinence scientifique

Ce sujet présente un intérêt dans le domaine de la science politique, et plus précisément des relations internationales pour différentes raisons. Tout d'abord, cette recherche met en évidence les actions d'un pays dans les affaires d'un autre pour expliquer certains phénomènes. En effet, une puissance mondiale telle que les États-Unis peut avoir un impact énorme sur le destin des petits pays d'Amérique centrale, et plus précisément sur celui du Honduras. De toute évidence, il est assez fréquent que la politique d'un pays en voie de développement soit influencée ou même dirigée par la présence implicite d'une autre puissance (Lambert 2011). Cette puissance pourrait ainsi prendre plus de place dans certaines décisions ou dans certains événements politiques du pays dans lequel elle est implicitement présente. C'est la raison pour laquelle il est intéressant de cerner l'implication de cet acteur étranger dans le fonctionnement du pays en voie de développement. Dans le cas du Honduras, les rapports étroits entretenus avec les États-Unis, et ce depuis la fin du 19^{ème} siècle,

sont décisifs pour comprendre l'évolution du pays, ainsi que sa situation politique et économique actuelle. De manière plus précise, il est intéressant de comprendre comment s'est formée cette relation étroite entre l'élite hondurienne et les États-Unis, sa persistance au fil des décennies et son influence encore aujourd'hui dans la politique hondurienne.

De plus, cette recherche étudiera le sujet en question en utilisant l'approche postcoloniale comme outil d'analyse, apportant ainsi un nouveau regard à un événement politique récent. Étant donné que le Honduras n'a pas été beaucoup étudié, et encore moins par cette théorie critique, la recherche proposera une analyse plus originale et moins classique du coup d'État du 28 juin 2009. Cela nous permettra de comprendre comment cette élite hondurienne s'immisce dans les affaires gouvernementales dans le but de renforcer son pouvoir et quel rapport de pouvoir elle entretient avec la puissance nord-américaine. Le renforcement de cette relation au fil des siècles pourrait expliquer les événements de l'année 2009 au Honduras. Ces deux acteurs clés, dans une collaboration implicite, pourraient avoir été à l'origine du blocage de nombreux changements dans le pays, changements qui auraient pu contribuer à son progrès. Le postcolonialisme semble pertinent pour entreprendre cette recherche étant donné qu'il s'intéresse aux rapports de pouvoir de type impérialistes, mais également aux acteurs moins pris en compte dans les études.

Enfin, l'étude de cet événement permet de comprendre la position du Honduras vis-à-vis du reste du monde. En effet, en analysant le déroulement et les origines du coup d'État, il est alors possible de mieux comprendre comment et pourquoi le Honduras s'est retrouvé isolé. L'Organisation des États Américains (OEA) qui regroupe 35 pays du continent américain, n'a reconnu le nouveau gouvernement hondurien que le 1^{er} juin 2011. Malgré l'influence des États-Unis sur de nombreux pays d'Amérique latine et la demande implicite d'Hillary Clinton en mars 2010 concernant la

reconnaissance du nouveau gouvernement de Porfirio Lobo, l'OEA mettra deux ans avant d'affirmer officiellement le retour du Honduras parmi ses membres (Lambert, 2011). Le Honduras est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine et l'un des plus dangereux au monde. Cette situation se serait amplifiée après le coup d'État. Cette recherche permettra donc de comprendre l'impact des relations entre un pays et certains acteurs nationaux et internationaux sur sa situation politique et économique.

Structure du mémoire

Le mémoire sera organisé en différents chapitres, faisant ressortir certains questionnements. Tout d'abord, le premier chapitre consistera en une présentation exhaustive du cadre théorique, de la théorie générale qui sera utilisée dans l'analyse, mais également des différents concepts s'y attachant : la situationalité, l'impérialisme et l'ingérence. Ce chapitre exposera également la méthodologie, la problématique et les différentes hypothèses défendues.

Le deuxième chapitre correspondra à la partie historique en faisant un retour dans le passé pour mieux interpréter la situation actuelle. En effet, l'histoire du Honduras est un point incontournable dans l'élaboration de cette recherche. Ce chapitre sera divisé en fonction des différents acteurs clés. Le premier point concernera l'arrivée de nouveaux acteurs au début du 20^{ème} siècle qui formeront plus tard la classe dominante hondurienne, également appelée « l'élite ». Sachant que ce nouvel acteur social est lié à la formation de la politique hondurienne après la colonisation, une explication sera faite sur la formation des partis politiques et du bipartisme représentatif du Honduras. Le deuxième point sera une explication de la formation de la république bananière entre 1912 et 1929, et de l'arrivée des multinationales étasuniennes qui seront rapidement présentes dans les domaines économiques et politiques du pays. La

troisième partie de ce chapitre explicitera la relation du Honduras avec les États-Unis depuis le début du 20^{ème} siècle, ce qui nous permettra d'analyser la relation actuelle, de toute évidence encore influencée par l'histoire entre les deux pays. C'est dans cette partie que le lien étroit qui s'est formé entre les élites locales, la puissance étatsunienne et les multinationales sera expliqué. Enfin, la dernière partie mentionnera les nouvelles réformes mises en place par le gouvernement hondurien, et donc par le Président Manuel Zelaya, ainsi que sa « nouvelle » orientation politique avant le coup d'État du 28 juin 2009.

Le troisième chapitre sera le cœur de ce travail de recherche. Il correspondra à l'analyse même de l'évènement du 28 juin 2009. Ce chapitre se posera la question des motivations derrière ce coup d'État. En effet, au cours de la recherche, deux positionnements assez contradictoires sont repérables et proposent une explication différente de la situation. La première version est celle qui démontre le rôle des États-Unis dans l'élaboration du coup et son lien étroit avec l'armée hondurienne. Cette version, étant également l'hypothèse principale, sera celle défendue dans cette recherche, tentant ainsi de montrer l'importance du rôle de l'impérialisme nord-américain dans les affaires politiques du Honduras.

Cependant, une autre interprétation met en avant les raisons légales et constitutionnelles à l'origine du coup d'État. Certains acteurs tenteraient ainsi de légitimer ce coup d'État en mettant en avant l'idée du respect de la loi et de la Constitution. Selon cette version des faits, il s'agirait davantage de l'utilisation du droit pour destituer un président qui violerait la Constitution hondurienne dans le but de satisfaire ses intérêts personnels. Dans cette partie nous tenterons donc de comprendre pourquoi certains acteurs parlent de l'implication des États-Unis et d'autres accusent le président hondurien d'aller à l'encontre de la loi en place.

Les différentes recherches concernant le coup seront analysées et distinguées en fonction de leur approche politique, économique ou encore sociologique. Certaines recherches poseront la question du rôle des multinationales bananières américaines sur le territoire, d'autres mettront plutôt l'accent sur le rôle de l'élite en tant qu'acteur économique puissant. La position des États-Unis au Honduras sera analysée, ainsi que son lien étroit avec cette oligarchie hondurienne. Finalement, les conflits présents entre les différents acteurs de cette recherche seront mis en avant pour comprendre l'impact de ceux-ci sur l'évènement politique du 28 juin 2009. Ces différentes visions des choses donneront une image globale de la situation.

Dans cette partie, toutes les recherches précédemment analysées serviront de base dans l'interprétation de l'évènement à partir des postulats de la théorie postcoloniale des relations internationales. Cette théorie servira d'outil pour répondre à la question de recherche et à savoir s'il s'agissait d'ingérence étatsunienne ou non au moment du coup d'État hondurien. Le concept d'ingérence sera donc utilisé comme élément clé de cette analyse. D'un autre côté, le concept d'impérialisme nous fera revenir sur la relation étroite entretenue entre le Honduras et les États-Unis depuis le début du 20^{ème} siècle, tout en analysant la présence non négligeable de l'élite hondurienne. Le concept de situationnalité sera utilisé pour prendre en compte tous les éléments historiques qui encadrent ce coup d'État, et toutes éventuelles influences et relations de pouvoir qui pourraient avoir été présentes depuis bien avant 2009. C'est alors que se posera la question de la possible ingérence dans les affaires politiques honduriennes.

Le dernier chapitre sera la conclusion qui répondra à la question de recherche en se basant sur les hypothèses décrites dans l'introduction. Les apports de cette recherche à la théorie postcoloniale des relations internationales seront également discutés.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE, HYPOTHÈSES, CADRE THÉORIQUE, APPAREIL

CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIE

1.1 Problématique et hypothèses

La problématique générale de ce travail est de s'interroger sur le rôle des États-Unis dans les affaires politiques et économiques du Honduras pour tenter de comprendre les raisons qui ont mené au coup d'État du 28 juin 2009. On va se demander s'il est possible de parler d'ingérence étasunienne dans ce cas précis. La recherche se base sur l'apparition des républiques bananières au 19^{ème} siècle en Amérique centrale pour nous permettre de comprendre la naissance des grandes multinationales étasuniennes en territoire hondurien, dirigeant la plus grande partie de l'économie du pays. Sur la base de leurs intérêts communs avec l'élite hondurienne, ces dernières ont formé une relation privilégiée ayant un certain pouvoir et une grande influence sur le gouvernement au Honduras. Cette élite locale, notons-le, a fait son apparition dans le domaine économique au moment de l'arrivée des multinationales bananières. Ce sont ces intérêts communs qui auraient été mis en danger au moment de la présidence de Manuel Zelaya. C'est en référence à cette alliance de classe qu'il est possible de trouver les motivations réelles du coup d'État du 28 juin 2008.

L'hypothèse qui sera défendue et justifiée au cours de cette recherche est que le coup

d'État au Honduras en 2009 est le résultat de l'intervention des forces impérialistes étatsuniennes. En d'autres termes, l'ampleur de l'hégémonie des États-Unis sur la politique hondurienne est le facteur clé de la mise en œuvre de ce coup d'État. En se basant sur la théorie postcoloniale, une autre hypothèse défendue toujours en lien avec la problématique est que le Honduras, en tant que république bananière, subit la forte influence des multinationales nord-américaines ainsi que de son élite locale sur son économie, mais également sur sa politique actuelle. L'histoire des républiques bananières dont fait partie le Honduras sera donc utilisée pour justifier cette hypothèse principale. L'objectif est de montrer qu'il ne s'agit pas toujours uniquement des actions des États souverains mais également de celles d'autres acteurs tels que les élites et les entreprises privées parfois en relation étroite avec la puissance impérialiste.

Pour pouvoir faire cette analyse et confirmer ou infirmer cette hypothèse, nous nous basons sur la théorie postcoloniale (Boizette, 2013). Nous analyserons le coup d'État en fonction des différents concepts de la théorie signalés plus haut, mais également en prenant en compte les différentes recherches sur le sujet, qui ne sont pas forcément des recherches dans le domaine des relations internationales ou inspirées par la perspective postcoloniale. Différentes visions du même sujet permettent d'aborder le sujet sous tous ses angles. De cette manière, tous les acteurs et leurs discours seront pris en compte dans l'analyse de leurs intérêts respectifs dans cette conjoncture.

1.2 Cadre de recherche théorique

L'objectif de ce mémoire est d'analyser le coup d'État hondurien de 2009 en prenant la théorie critique des relations internationales comme outil pour expliquer l'éventuelle ingérence étatsunienne dans l'élaboration de la crise gouvernementale de

2009. Cette théorie nous permettra d'observer la situation sous un regard moins « occidentalisé » que le regard classique qui dirige souvent nos analyses en tant que chercheurs occidentaux. En effet, pour analyser l'éventuelle influence des États-Unis sur le territoire hondurien, il semble pertinent de ne pas orienter son regard et ses sources uniquement vers une vision occidentale, vers les États puissants, mais de diriger l'analyse vers d'autres acteurs et d'autres régions du monde.

Bien que cette approche postcoloniale soit utilisée de différentes manières par les auteurs de la discipline, un point commun guide cette approche : la critique évidente de la « production théorique dominante en sciences sociales » (Benessaïeh, 2010, p.9). Pour comprendre un événement dans son intégralité, il faut prendre en compte tous les acteurs et non uniquement les « dominants » souvent priorisés dans la littérature classique dite « conventionnelle ». Pour ce faire, il faut trouver des analyses provenant de divers horizons, ayant une interprétation différente du même événement. Cette théorie nous propose ainsi une vision plus « globale » du monde, mettant en avant différents points de vue. Bien que toujours marginalisé, le postcolonialisme est de plus en plus pris en compte dans les différentes recherches. Il semble difficile de cerner le noyau central ou encore l'ontologie précise qui guiderait cette théorie étant donné qu'elle englobe des auteurs provenant de nombreuses disciplines différentes, utilisant l'approche de différentes manières. Néanmoins, certains thèmes clés reviennent souvent tels que l'intérêt pour les régions du monde en voie de développement, la critique de l'eurocentrisme ou encore l'importance des acteurs subalternes (Benessaïeh, 2010, pp.4-12).

Cette théorie serait une remise en question des récits dominants, proposant de prendre davantage en compte des acteurs et des points de vue qui semblent avoir été oubliés. Vu que les événements sont souvent racontés selon la vision des États puissants du monde, l'objectif alors est de changer cet état des choses et de s'intéresser

au « monde hors Occident ». Une autre vision de l'analyse des relations internationales est proposée, orientant le regard vers les pays en voie de développement. Finalement, c'est « envisager le monde social sous autant d'angles que possible pour en fournir des analyses plus globales » (Macleod et O'Meara, 2010, p.372). En regardant le monde à travers d'autres « perspectives », d'autres sujets sont abordés, et ce de manière différente, avec un autre regard (Macleod et O'Meara, 2010, pp.368-373).

Pierre Boizette nous explique qu'il ne faut pas voir les études de la théorie postcoloniale comme s'intéressant uniquement à la colonisation en tant que telle mais plutôt d'y repérer « le processus impérial » éventuellement présent sur un territoire depuis le moment clé de son indépendance après une période de colonisation (Boizette, 2013, p.1). Par exemple, certains pays anciennement colonisés ont tendance à placer leur « souveraineté » non pas sur leur territoire dans le but de protéger leur propre population mais l'orientent inconsciemment toujours du côté des pays étrangers (Gallié, 2012, p.8). C'est-à-dire qu'ils pourraient inconsciemment orienter leur économie ou leur politique en prenant toujours en compte le pays impérialiste, qui détient toujours une place importante sur le territoire du pays colonisé même après l'indépendance. Pierre Boizette définit le postcolonialisme comme étant une critique de la manière dont les occidentaux abordent certains sujets et les mettent au centre de leur recherche, faisant du reste du monde non-occidental un « objet d'analyse » (2013, p.2). Cette théorie permettrait ainsi de mettre en évidence les inégalités dans la production culturelle proposée par l'Occident. L'objectif n'est pas seulement d'établir une critique des actions de l'Occident, mais bien de proposer une lecture différente, nouvelle et plus critique. Cet auteur estime que nous pourrions parler de « post-impérialisme », plutôt que de « post-colonialisme » (Boizette, 2013, pp.2-9).

Le postcolonialisme s'intéresse aux faits historiques suivant le moment de la décolonisation et de l'instauration de la souveraineté de l'État nouvellement indépendant. Cette approche s'intéresse aux conditions économiques, matérielles et culturelles d'un pays anciennement colonisé dans le système mondial. Plus précisément, l'intérêt est porté sur ce climat « impérialiste » généralement toujours présent après l'indépendance. Une domination économique et parfois politique peut donc persister sur le territoire anciennement colonisé. L'approche postcoloniale fait aussi référence à une situation historique transformée et aux formations culturelles qui sont apparues en réponse au changement de statut politique dans l'ancienne puissance coloniale (Young, 2001, p.57). En nous intéressant à l'histoire du Honduras et à ses relations avec l'international il est possible d'observer que le pays a entretenu une relation privilégiée avec les États-Unis depuis le moment de son indépendance. La théorie postcoloniale s'intéresse tout de même aux rapports entre ces deux pays malgré le fait que les États-Unis n'aient pas été les « colonisateurs » du Honduras. Cette puissance mondiale états-unienne aurait joué un rôle important dans les affaires du Honduras et serait bien présente sur le territoire après l'indépendance. C'est la raison pour laquelle nous utiliserons la théorie postcoloniale pour analyser l'implication des États-Unis dans les affaires honduriennes.

Les théories classiques des relations internationales ont tendance à ne pas prendre en compte les « acteurs et enjeux marginaux invisibles » des pays du Tiers Monde (Battistella, 2012, p. 294). Les relations internationales sont apparues au moment de l'entre-deux-guerres entourées par les acteurs puissants du monde tels que principalement certains pays européens et les États-Unis. À cette époque-là, le libéralisme dominait. Le climat dans lequel sont apparues les théories classiques explique pourquoi l'intérêt s'est concentré sur certains enjeux et certains acteurs dans le monde (Battistella, 2012, p. 297).

Arrivée plus tardivement, la théorie critique postcoloniale correspondrait donc à une nouvelle perspective de l'analyse des relations internationales prenant en compte les voix des pays longtemps dominés et sous l'influence des théories occidentales. Les acteurs les moins puissants sont ainsi pris en compte et l'analyse tente de se détacher de cet eurocentrisme des théories classiques qui ne feraient que davantage mettre en avant des « représentations orientées des réalités internationales » et seraient même parfois associées à de l'impérialisme. Les post-colonialistes rejetteraient ainsi cet « universalisme des énoncés scientifiques » et proposeraient une vision globale du monde, prenant en considération une pluralité de discours, de savoirs et d'acteurs pour pouvoir comprendre le monde dans son intégralité (Battistella, 2012, pp.295-306).

L'objectif est de trouver cette « authenticité » du monde et d'être capable de la représenter dans sa globalité en percevant cette possible pluralité d'interprétations (Battistella, 2012, p. 306). Selon Jean-Loup Amselle, « le postcolonialisme est né essentiellement de la proposition ontologique de voir le monde autrement qu'au travers du regard européen qui tend [...] à rendre étranges ou autres, les lieux, les cultures et les peuples situés en dehors du périmètre continental » (2008). Il s'agit alors de pouvoir analyser une situation ou un événement en prenant en compte tous les acteurs, et en mettant en évidence toutes les circonstances présentes. Cette théorie nous permet ainsi d'élargir le champ d'analyse et de mettre en avant d'autres acteurs tels que les multinationales étasuniennes et l'élite hondurienne. Pour ce faire, diverses sources de nature et de provenance différentes seront alors utilisées pour pouvoir observer différentes interprétations d'un même enjeu.

Martin Gallié explique que chaque recherche est toujours orientée socialement et culturellement. L'Occident aurait ainsi tendance à imposer sa vision du monde en manipulant, consciemment ou inconsciemment, les « structures » et les

« consciences ». Il faudrait pouvoir repenser ces discours de l'Occident colonial, déconstruire les concepts dits « eurocentriques » et « dénoncer la violence épistémique » (2012, p.2). En arrivant sur un nouveau territoire, les élites postcoloniales ont tendance à créer un discours historique hégémonique universel. C'est ce que l'on peut alors appeler la « violence épistémique ». Autrement dit, c'est une imposition de savoir, une écriture de l'histoire du point de vue des acteurs dominants. Une certaine inégalité peut être observée dans la production des connaissances, et il semble pertinent de prendre cet élément en compte lors de l'utilisation des différentes sources (Hurtado, 2009). En effet, certains acteurs puissants pourraient ainsi avoir formulé une version de l'histoire qui s'imposerait comme étant la version « officielle ». Les événements peuvent être racontés de différentes façons, mais il est certain que l'interprétation de certains acteurs prendra plus de place dans les écrits étant donné leur position dominante. C'est la raison pour laquelle il est intéressant de se pencher sur les acteurs dominants qui auraient exercé un certain pouvoir au Honduras après la décolonisation, au moment de l'indépendance du pays. Il faudrait pouvoir prendre une certaine distance par rapport aux informations contenues dans les diverses sources et remettre les écrits dans leur contexte d'origine.

L'objectif de cette théorie critique est finalement de percevoir la complexité des relations internationales en prenant en compte les éventuelles relations impériales entre les différents acteurs internationaux. Cette façon de faire nous oblige à prendre en considération la diversité du monde et de mettre en lumière les connections existantes entre les différentes luttes des peuples. Ces divisions spatiales et temporelles entre les puissances impériales de l'Occident et le reste du monde datant de la période coloniale alimenteraient les conflits actuels. D'après Judith Ann Tickner, cette nouvelle réflexion permet de créer des relations internationales plus inclusives, plus ouvertes et plus réfléchies dépassant un certain niveau de connaissance allant au-delà

des structures de domination présentes dans les relations entre les différents acteurs internationaux. Ces éléments permettraient une politique mondiale moins hiérarchique et donc plus juste (Tickner, 2011, pp.12-13).

Cette théorie critique nous permettra de réaliser une lecture différente et plus critique de cet évènement politique au Honduras le 28 juin 2009. Cette recherche est originale dans le sens où, à notre connaissance, elle n'a pas encore été utilisée pour expliquer ce phénomène. En effet, celle-ci apporte un nouveau regard sur un évènement historique récent d'un pays peu pris en compte dans les études. En recourant à la théorie postcoloniale des relations internationales, nous serons capables d'analyser l'évènement sous un angle qui mettra en évidence les influences et actions des États-Unis, mais également de l'élite hondurienne. La théorie postcoloniale propose ainsi une nouvelle interprétation des évènements. Dans le cas étudié ici, la théorie nous incite à nous intéresser à un petit acteur, l'élite hondurienne, qui exerce une certaine domination sur le peuple mais également sur le gouvernement du Président Manuel Zelaya. Cette théorie permet de comprendre comment une nation peut être affectée et influencée par une force impérialiste depuis le début du 20^{ème} siècle jusqu'à nos jours. Le moment clé sera donc le début de cette influence étatsunienne au 20^{ème} siècle.

Un élément nouveau sera par exemple la prise en compte du rôle des multinationales bananières dans l'analyse d'un évènement politique. En effet, cet acteur n'est pas forcément le premier auquel nous pensons lorsqu'il s'agit d'analyser le coup d'État de 2009 au Honduras. Les multinationales étrangères présentes sur le territoire hondurien seront donc étudiées pour comprendre la destitution du Président Manuel Zelaya. L'évènement sera étudié en prenant en compte des sources abordant différents aspects. Certaines sources proposent une approche plus économique, en revenant à l'histoire des républiques bananières pour expliquer l'actualité.

Une école qui pourrait nous intéresser est celle de la dépendance selon laquelle les actions des multinationales pourraient expliquer pourquoi certains pays sont plus pauvres que d'autres dans le monde. La structure de l'économie permettrait alors aux nations plus riches d'exploiter les plus pauvres à travers des méthodes économiques et politiques. Les dirigeants et les élites des pays pauvres finissent par s'allier avec le capital mondial pour exploiter leur propre peuple. Selon cette école, ces multinationales seraient donc perçues comme étant un élément de domination sur ces pays en voie de développement, intensifiant la pauvreté et les répressions politiques (Bucheli, 2008, p.435). Wallerstein, dans sa théorie de « l'économie-monde », fait également référence à cette pression des États forts sur les États faibles dans le but de maintenir certains avantages économiques essentiels aux entreprises de ces États forts. Ces derniers utilisent leur force comme moyen de pression pour maintenir au pouvoir dans les États faibles, des acteurs qui seront capables de défendre et d'accroître leur capital économique en soutenant les multinationales étrangères présentes sur le territoire de l'État faible (Wallerstein, 2006, p.90).

En effet, comme nous l'expliquent également Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto, selon la théorie de la dépendance, pour avoir une bonne expansion capitaliste et une économie forte, il est nécessaire de faire appel à un pays dépendant économiquement. Un pays dans une situation de dépendance doit accepter ce « jeu de l'interdépendance ». Une relation de domination se met alors en place entre les deux pays, créant un rapport de force souvent inévitable (Cardoso et Faletto, 1978, p.22). Cardoso et Faletto expliquent les impacts des activités des firmes multinationales sur les pays d'Amérique latine. Selon eux, le développement de l'économie d'un pays en voie de développement est souvent dépendant de la qualité de ses exportations. Le système de classes sociales en place peut être un frein à toute politique de développement étant donné qu'une classe spécifique détient toujours le contrôle du système de pouvoir.

Des rapports économiques et politiques existeraient entre différents pays parce que certains groupes sociaux ou classes sociales auraient des intérêts communs, ce qui est le cas entre les multinationales américaines et l'élite hondurienne (Cardoso et Faletto, 1978, p.179). Un événement peut donc être analysé en fonction du rapport qu'entretiennent les « systèmes de domination locaux » avec l'ordre international (Cardoso et Faletto, 1978, p.183). Le développement de l'économie pourrait donc se former autour de cette alliance entre différentes classes sociales. Cardoso et Faletto font également référence au modèle de la « dépendance » selon lequel il n'y aurait pas d'équilibre créé par les multinationales dans la redistribution des ressources, et que le contrôle de l'économie se trouverait dans les mains d'une minorité dirigeante et capitaliste, qui tente de maintenir cette dépendance. Ces multinationales étrangères seraient donc toujours des acteurs privilégiés dans l'économie mondiale (Cardoso et Faletto, 1978, p. 183-189).

Les êtres humains prendraient des décisions en fonction de leurs intérêts propres, des décisions économiques et politiques « rationnelles ». Cependant, il arrive que ces individus se retrouvent dans une situation plus complexe ne leur permettant pas de prendre les meilleures décisions à cause de certains « arrangements institutionnels ». Une démocratie libérale, selon Bucheli, empêcherait ce phénomène et permettrait aux individus de prendre des « décisions les plus rationnelles pour leur propre intérêt ». Les régimes dictatoriaux permettraient donc aux multinationales de s'implanter plus facilement dans un État. Cependant, pour les chercheurs néo-institutionnels, ça serait également le cas pour la démocratie libérale. En effet, l'existence de procédures de contrôle des compétences de chaque organe dans une démocratie libérale empêche l'État de tout contrôler mais également de changer les règles à sa guise ce qui permet alors aux compagnies étrangères de planifier des investissements sur du long terme. Une relation particulière se forme donc entre les multinationales et les différents régimes politiques. Dans la majorité des cas, les démocraties apportent une grande

protection des droits de propriété mais les politiciens ont également tendance à contrôler les monopoles se trouvant sur leur territoire et donc il est difficile de proposer aux investissements étrangers une trop grande « offre » sur l'économie nationale. Cette théorie va plus loin en expliquant que plus une démocratie est faible, comme c'est le cas du Honduras, plus la probabilité pour les firmes étrangères de détenir un « pouvoir monopolistique » est grande (Bucheli, 2008, pp. 435-436).

D'autres sources s'intéressent à des aspects plus sociologiques s'attachant aux différents mouvements sociaux à l'origine de la création de partis politiques, mais également à l'apparition d'une élite politique. Certaines sources, en revanche, proposent un regard politique plus « classique » sur le sujet. Mentionnons des sources journalistiques qui en général prennent position sur l'actualité, apportant souvent un nouveau regard qui n'est pas forcément présent dans les sources plus théoriques. Ces journaux prennent en général parti pour un acteur dans l'évènement, ou accusent un autre, apportant ainsi un regard plus critique sur le sujet. Ces sources apportent ainsi une remise en question globale.

Dans cette recherche, j'utiliserai les différents concepts de la théorie postcoloniale tels que la situationnalité, l'ingérence ou encore l'impérialisme que je définis au prochain point concernant l'appareil conceptuel. Différentes notions telles que les différents acteurs comme les multinationales américaines et l'élite hondurienne seront également décrites dans la partie historique et ensuite utilisées dans l'analyse centrale de ce mémoire. Cette approche nous permettra de faire ressortir les forces impérialistes qui se retrouvent dans les domaines économiques et sociaux d'un pays en voie de développement. Une nouvelle lecture se fait alors en revenant aux bases, en revenant à l'indépendance du pays et de toutes les influences qui ont pu s'opérer depuis ce jour. Les discours des grandes puissances mondiales ne seront plus mis en avant, mais remis en question en partant de la vision d'un pays plus petit et d'une

partie du monde peu prise en compte.

1.3 Appareil conceptuel

Pour répondre à cette problématique, différents concepts seront utilisés. Outre la notion de « coup d'État » qui sera brièvement présentée pour pouvoir cerner l'enjeu principal de la question de recherche, trois concepts de la théorie postcoloniale — la situationalité, l'ingérence et l'impérialisme — seront utilisés plus tard comme outils dans la partie analytique du mémoire.

1.3.1 Coup d'État

Le concept de « coup d'État » est le concept clé de cette recherche. Le dictionnaire Larousse définit le coup d'État comme « une action de force pour renverser les pouvoirs publics menée par une fraction des gouvernements » (*s.v.*). Dans la plupart des cas, le coup d'État a pour objectif de changer le dirigeant au pouvoir pour le diriger vers un autre acteur, en général l'armée. Le coup d'État est caractérisé par le fait que les acteurs mettant en œuvre le coup d'État correspondent à un petit groupe. Généralement, le coup se fait parce qu'un changement du ou des acteurs au pouvoir est voulu, et non un changement de régime complet. Un élément veut être changé, une accusation est faite au gouvernement en place, mais l'ordre social est rarement modifié (Holmes et Bicheno, 2001).

Cependant, il arrive également que les intérêts de grandes puissances soient mis en péril par un changement au niveau du gouvernement d'un pays, ce qui pousse alors ces puissances à intervenir directement ou indirectement en utilisant des « substituts

locaux » pour renverser le régime en place qui menaceraient leurs intérêts (Holmes et Bicheno, 2001). En effet, selon Jules Dufour, le coup d'État est une action mise en œuvre par la classe dominante d'un pays, qui voit ses intérêts mis en péril, ne pouvant plus compter sur la « domination constitutionnelle et démocratique » (Dufour, 2009, p.1). C'est ce qui pourrait être arrivé au Honduras en 2009 étant donné que les nouvelles politiques de Manuel Zelaya allaient à l'encontre des intérêts de cette classe dominante, ainsi que ceux des États-Unis (Dufour, 2009, p.1).

D'après Manuel Zelaya, président du Honduras en 2009, un coup d'État serait le « renversement d'un pouvoir de l'État par un autre pouvoir de l'État qui se déroule dans la surprise et la violence » (Lamrani, 2015). Un coup d'État est très organisé et préparé longtemps à l'avance, il n'est jamais improvisé. Une situation de « pré-coup d'État » est mise en place pour permettre de faire éclater une crise politique donnant place à un bouleversement de « l'ordre constitutionnel » aboutissant ainsi à une situation de coup d'État. Un nouveau pouvoir de facto s'installe et impose son autorité en « écrasant l'opposition » (Lamrani, 2015).

1.3.2 Impérialisme

Le premier concept de la théorie postcoloniale utilisé ici est celui d'impérialisme. La définition la plus courante et la plus classique donnée par le dictionnaire Larousse décrit l'impérialisme comme étant un « phénomène où une doctrine d'expansion et de domination collective ou individuelle et que cela peut être une domination culturelle, économique, militaire, etc., d'un État ou d'un groupe d'États sur un autre État ou groupe d'États » (*s.v*).

Dario Battistella définit ce concept comme étant « la conduite d'un État capitaliste

dont la politique extérieure se traduit par un expansionnisme sous forme de conquête de nouveaux territoires, en l'occurrence coloniaux » (2003 : 217). Cependant, la notion contemporaine de l'impérialisme n'est pas territoriale. Selon la théorie des relations internationales, une nation est « impérialiste » lorsqu'elle a le contrôle sur d'autres nations. Nous parlons ici de domination de différentes sortes telles que politique, institutionnelle, économique ou encore culturelle. Cependant, elle est souvent associée au colonialisme (Guay, 2015).

Le sens moderne du concept d'« impérialisme » est mis en avant par les théoriciens de gauche au 20^{ème} siècle et plus précisément par John Atkinson Hobson qui critique l'impérialisme britannique qui s'opère en Asie et en Afrique sur ses anciennes colonies. Hobson s'interrogeait sur la façon donc les Britanniques ont réussi à imposer leurs suprématies économique et politique et à ce que les populations locales africaines se soumettent à son autorité. L'impérialisme serait donc cette division du monde en différentes colonies et sphères d'influence. D'après lui, la période commençant après 1914 serait considérée comme étant « l'âge classique » de l'impérialisme (Hobson, 1968, pp.1-7).

Vladimir Lénine propose une vision plus économique du terme, en définissant l'impérialisme comme étant « le stade supérieur du capitalisme » étant donné que le capitalisme donne à un nombre restreint d'États dans le monde une situation privilégiée. Ces États riches et puissants s'imposent dans les États plus faibles pour y construire un marché et augmenter leur profit économique. Ce profit permettrait ensuite de pouvoir manipuler et corrompre la classe sociale supérieure du pays en question, c'est finalement « la domination du capital financier » (Lénine, 1935-1917, p.40).

La formation d'un monopole par une multinationale dans un pays étranger peut être

perçue comme étant une forme de capitalisme impérialiste étant donné que ces firmes étrangères imposent leurs façons de faire et prennent des décisions pour le pays dans lequel elles se trouvent. Elles peuvent ainsi s'imposer au point de modifier les règles économiques et politiques à leur avantage. L'impérialisme serait donc ce stade du capitalisme où les entreprises internationales ont atteint leur apogée concernant leur situation de monopole et l'exportation de leurs capitaux (Lénine, 1935-1917, pp.6-61). Cette notion d'impérialisme peut nous permettre d'interpréter la place de la multinationale états-unienne United Fruit Company au Honduras. Ce concept nous obligera à prendre un autre angle d'attaque pour analyser la mise en œuvre du coup d'État hondurien en 2009 et de détecter les acteurs principaux ayant eu le plus d'impact. En effet, en se basant sur le principe qu'il pourrait exister une force impérialiste au moment du coup d'État du 28 juin 2009, l'analyse de cet événement sera faite de manière différente en tentant de détecter tous les rapports de forces présents au Honduras avant et pendant l'évènement.

1.3.3 Ingérence

Le second concept postcolonial est celui d'ingérence. La définition classique du Larousse définit l'ingérence comme étant « l'action de s'introduire indûment dans quelque chose, intervenir sans invitation dans les affaires d'autrui » (*s.v*). D'un point de vue international, c'est « l'intervention d'un État dans la politique intérieure d'un autre État » (Larousse, *s.v*). Ce concept rend compte d'une intervention par un État ou une organisation extérieure à l'État en question, sans que celui-ci ait véritablement donné son autorisation. L'ingérence peut prendre plusieurs formes telles que « politique, économique, sociale, culturelle, religieuse et humanitaire ». Nous parlons donc ici d'une intervention sans le consentement de l'État et « au détriment du concept de souveraineté » (Guay, 2015). Cette notion est plus délicate à utiliser

puisque l'ingérence est rarement explicite. En effet, elle est souvent camouflée étant donné que du point de vue du droit international, elle est interdite. C'est la raison pour laquelle ce concept nous intéresse pour cette recherche. Il nous permettra d'analyser les comportements des différents acteurs, et surtout d'en détecter leurs réelles motivations.

Dario Battistella explique que les puissances occidentales ont tendance, par leur politique extérieure, à s'immiscer dans les affaires d'autres États dans le but de protéger certains principes fondamentaux tels que le respect des Droits de l'homme ou de la constitution locale. Ce comportement peut être considéré comme étant de l'ingérence. Ce non-respect de la souveraineté d'un État comme « compétence nationale » peut être qualifié d'ingérence. Le libéralisme international prône la « non-ingérence » d'un État dans les affaires d'un autre État (Battistella, 2011, pp.815-819). L'ingérence aurait également tendance à mieux fonctionner dans un État où règne le conflit et l'instabilité étant donné qu'une bonne gouvernance pourrait contrôler et empêcher l'ingérence sur son territoire. Si la gouvernance fait défaut, la souveraineté de l'État est généralement affaiblie et peut augmenter la probabilité d'intervention étrangère (Jorge, 2007, p.391).

L'ingérence peut être aussi définie comme étant une action « par laquelle l'extérieur intervient à l'intérieur d'une unité établie » (Defarges, 2006, p.9). Cette ingérence serait toujours présente, explicitement ou non, et serait liée à la place et au rôle des États dans les rapports internationaux. L'ingérence est une sorte d'équilibre entre le respect de la souveraineté des États et l'intervention forcée pour le maintien de la « paix » (Defarges, 2006, p.12). Les nuances de cette notion pourront nous permettre de comprendre quel est le « type » d'ingérence qui s'est déroulé au Honduras en 2009.

La notion de « République bananière » peut aussi être mise en lien avec ce concept d'ingérence. En effet, étant donné qu'une république bananière est définie comme étant un État dans lequel il existe une certaine instabilité politique mais surtout une économie dominée par des intérêts étrangers, il serait possible de parler de présence d'un acteur extérieur sur le territoire hondurien (*Collins, 2017*). De toute évidence, ce terme qui sera défini de manière plus précise plus tard, représente assez clairement la présence d'une puissance étrangère sur un territoire, ici les multinationales bananières étasuniennes. Dans le cas du Honduras, il semble évident que ces compagnies détiennent un certain pouvoir sur le fonctionnement du pays. (*Barahona, 2005, p.57*).

1.3.4 Situationalité

Enfin, la situationalité est un concept de la théorie postcoloniale des relations internationales qui part du principe de chaque expérience, chaque récit est « historiquement et culturellement » situé (*Macleod et O'Meara, 2010, p.378*). Chaque événement doit être replacé dans son contexte historique et culturel avant d'être analysé. Il s'agit donc de replacer des acteurs sociaux dans leur « contexte d'expérience spécifique et de voir le monde depuis leur perspective » (*Macleod et O'Meara, 2010, p.378*). L'interprétation et l'analyse des événements doivent se faire en fonction des situations sociales et historiques entourant le phénomène à l'étude (*De Gaudemar, 2005, p.124*).

Le postcolonialisme met en évidence cette idée que les différentes cultures n'abordent pas les sujets de la même façon, ne se posent pas les mêmes questions sur le monde et que cela dépend de leur situation géographique, mais également de leurs expériences quotidiennes. En effet, cette théorie propose d'observer le monde en fonction de l'historicité des événements, mais également de leur situationalité (*Benessaïeh, 2010,*

pp.8-10). Le rôle des élites locales peut ainsi être compris par la remise en contexte de leur apparition historique au Honduras. En analysant comment s'est formé ce petit acteur puissant, il sera possible de comprendre son éventuel rôle dans le coup d'État du 28 juin 2009. C'est la raison pour laquelle un chapitre sera consacré à ce retour historique comme facteur explicatif des enjeux au moment du coup d'État le 28 juin 2009.

1.4 Méthodologie

Ce travail consistera en une recherche documentaire dans le but de répondre à la question de recherche : « Pouvons-nous parler 'd'ingérence étasunienne' dans la mise en œuvre du coup d'État au Honduras le 28 juin 2009 ? Pourrions-nous interpréter le rôle de l'élite hondurienne dans cet évènement politique comme étant le lien étroit entre cette 'république bananière' et la puissance nord-américaine ? ».

Nous comptons utiliser des écrits de différents auteurs, permettant d'avoir plusieurs visions d'un même évènement. Ces différentes interprétations nous permettront de répondre à la problématique en analysant les différents comportements des acteurs impliqués et de comprendre leurs décisions respectives. Notons qu'il s'agit du gouvernement en place, du peuple hondurien, de la junte militaire sur le terrain, de l'élite hondurienne, du gouvernement américain, mais également des multinationales étasuniennes.

Cette recherche a pour objectif de confirmer ou d'infirmer notre hypothèse. Pour rappel, l'hypothèse défendue est que le coup d'État au Honduras en 2009 est le résultat de l'intervention des forces impérialistes étasuniennes. En d'autres termes, l'ampleur de l'hégémonie des États-Unis sur la politique hondurienne est le facteur

clé de la mise en œuvre de ce coup d'État. Le Honduras, en tant que république bananière, subit la forte influence des multinationales nord-américaines ainsi que de son élite locale sur son économie, mais également sur sa politique actuelle. Différentes sources seront utilisées. Par exemple, des ouvrages permettant d'avoir des informations sur l'histoire du Honduras, sa relation avec les États-Unis ainsi que son histoire économique. Des recherches de la théorie critique postcoloniale concernant d'autres événements politiques dans le monde seront utilisées comme exemple et appui à une nouvelle réflexion. En effet, cette théorie n'a encore jamais étudié le cas du coup d'État au Honduras en 2009. Cette recherche étant nouvelle, elle sera confrontée à d'autres recherches similaires déjà réalisées par le passé. Des sources journalistiques permettront d'obtenir des informations factuelles sur l'évènement et de confronter différentes visions, parfois contradictoires de la situation. La recherche tentera de maintenir un certain équilibre entre toutes ces sources pour obtenir un résultat global, sans mettre en priorité un seul type de support.

La recherche se basera donc sur des sources provenant de différents pays, mais également de différents courants de pensée pour pouvoir obtenir le plus d'interprétations possibles de l'évènement en question. Cette façon de travailler permettra ainsi de comprendre les relations entre différents pays et tous les acteurs susceptibles d'y jouer un rôle. Le coup d'État sera donc étudié en tentant d'y déceler les éventuelles influences de pouvoir en jeu au moment précis de l'évènement, mais également précédemment. Cette théorie prend en compte l'histoire et le vécu du pays, mettant en lumière les différentes relations présentes dans les activités politiques et économiques.

Cette méthodologie répondra ainsi à la problématique posée, en élaborant une argumentation basée sur la revue de littérature choisie. Les ouvrages référencés se trouvant dans cette revue de littérature seront décortiqués et confrontés pour en

dégager les éléments les plus pertinents sur le sujet, et débouchant sur une conclusion qui infirmera ou confirmera la thèse défendue.

Nous utiliserons ainsi la démarche dite « hypothético-déductive » qui, tout d'abord, pose une question de recherche reformulée sous forme de problématique en spécifiant le cadre d'analyse qui sera utilisé pour ce faire. Puis, suit l'énoncé d'une hypothèse répondant à cette question de recherche. Et pour terminer, viendra la réalisation de différents tests théoriques se basant sur une revue de littérature permettant de donner une réponse à cette question dirigeant l'ensemble de la recherche. C'est donc une méthode « historique » qui se base sur un « objet d'étude » passé, et donc sur des écrits passés, interprétant cet objet. C'est une observation dite « indirecte » (Horn et Payette, 2007, pp.135-139).

1.4.1 Type de recherche

Il s'agit d'une recherche bibliographique basée sur une collecte d'informations et de données présentes dans un corpus intellectuel. La recherche se basera sur une revue de littérature, tant théorique qu'empirique, choisie préalablement et jugée pertinente.

La plupart des sources sélectionnées sont de type « secondaire », et non « primaire » étant donné qu'il ne s'agit pas de témoignages directs de l'évènement en question, mais d'études ou de rapports produits plus tardivement. Les différentes sources seront des ouvrages de référence, des monographies, des ouvrages scientifiques, des biographies, des reportages vidéo, des histoires publiées ou encore des articles de journaux provenant de différents pays. Ces différents types de sources nous permettront d'avoir une vision globale de la situation, tout en mettant en lumière de multiples points de vue concernant l'évènement choisi. Ces informations seront alors

étudiées et analysées pour nous permettre de répondre à la question de recherche qui guide ce travail. De plus, la théorie postcoloniale des relations internationales sera utilisée comme outil dans l'analyse et l'interprétation des données.

CHAPITRE II

CONTEXTE HISTORIQUE

Pour réaliser cette recherche, nous utiliserons donc le concept de « situationalité » proposé par la théorie critique postcoloniale des relations internationales qui a pour but de remettre en contexte certains événements. C'est ce que nous ferons principalement dans cette partie « contexte historique ». L'objectif est de pouvoir situer et comprendre l'évènement politique du 28 juin 2009 par rapport à l'histoire politique, économique et sociale du Honduras mais également par rapport à l'apparition de certains acteurs sur le territoire hondurien.

2.1 Émergence de la politique hondurienne et d'une élite nationale

Tout d'abord, quelques mots sur la situation géographique et démographique du pays (cf. Annexe 1). Le Honduras est un pays d'Amérique centrale situé entre le Nicaragua à l'est et le Salvador et le Guatemala à l'ouest, entouré par les Caraïbes au nord et l'Océan Pacifique au sud. Le Honduras est le deuxième pays le plus étendu d'Amérique centrale, avec une superficie de 112 000 kilomètres carrés. Il est également l'un des moins développés et l'un des plus pauvres d'Amérique latine. Comayagua fût la capitale au moment de l'indépendance, ensuite Tegucigalpa prit sa place en 1880. San Pedro Sula, deuxième ville la plus peuplée du Honduras, est la capitale économique et industrielle du pays (Rouquié, 1991, pp.157-158). La population actuelle est de 8 237 077 habitants (*Countrymeters*, 2016). Tegucigalpa

regroupe un million d'habitants suivi par San Pedro Sula qui en compte 500 000 (Demyk, 2016 : p.1).

La politique hondurienne commença à se former après le départ de la présence coloniale sur le territoire, donc à partir du début du 19^{ème} siècle. Le Honduras fut tout d'abord colonisé en 1502 par l'empire espagnol (McCutchen, 2011, p.9). Ensuite, une partie du pays située dans le département des îles de la Baie fut contrôlée par les Anglais entre 1642 et 1861. Le Honduras déclare officiellement son indépendance le 15 septembre 1821. Le pays a été laissé dans un mauvais état par les conquérants espagnols et britanniques. Les conditions économiques et sociales difficiles pour les citoyens honduriens, ainsi que le manque de contexte culturel, laissèrent le pays dans un état critique. En effet, des Espagnols se sont installés sur le territoire, plusieurs acteurs se sont battus pour diriger la colonie, d'autres pour exploiter l'or et l'argent, cependant, la population locale continuait à vivre de chasse, de pêche et d'agriculture. Au moment de l'indépendance, le Honduras s'est retrouvé avec une population sans aucune autonomie, ni expérience, ni pratique lui permettant de s'autogouverner. Ce fut donc compliqué pour le Honduras de s'en sortir en tant que pays indépendant au début du 19^{ème} siècle. Ceci explique pourquoi le Honduras a eu des difficultés à exister après ces siècles de période coloniale, et que la formation d'une politique nationale autonome mit du temps (Kantor, 1969, pp.132-136).

L'apparition d'une classe sociale spécifique orientera le fonctionnement du pays. Dans la première moitié du 20^{ème} siècle, de grandes familles sont arrivées du Moyen-Orient au Honduras. Ces familles sont restées soudées, créant des liens étroits entre tous les membres ce qui permit de maintenir leurs identités respectives mais également leurs alliances économiques. C'est de cette manière que ces acteurs ont commencé à former une élite puissante. Plusieurs d'entre eux ont commencé à occuper des postes de la fonction publique au gouvernement. Des liens étroits se sont

formés entre l'élite et les membres du gouvernement. Ces derniers pouvaient ainsi défendre le « point de vue » de l'élite et prendre des décisions politiques avantageuses pour cette classe sociale dominante. Les politiciens se sont donc rapidement retrouvés au service de l'élite hondurienne. Un coup d'État arrive généralement lorsque le président en place décide de changer les règles et de ne plus subvenir aux exigences de ces grandes familles (Chayes, 2017, pp.15-16).

Cette élite a une origine bien particulière au Honduras, différente des autres pays d'Amérique centrale. La caractéristique du Honduras est son insertion sur le marché mondial et le développement de sa politique par l'intermédiaire d'une oligarchie économique nationale mais également grâce au « capital monopolistique états-unien » (Dudley, 2016, p.6). L'acteur le plus célèbre est la United Fruit Company, multinationale bananière états-unienne qui a « consolidé son hégémonie sur la politique locale » (Dudley, 2016, p.6). À cette période, le petit groupe de personnes privilégiées du pays a commencé à partager son pouvoir avec ces compagnies étrangères mais également avec des acteurs étrangers qui ont voulu faciliter cette exportation de biens en dehors du Honduras. Ces différentes tactiques politiques et économiques montrent le lien qui a pu se former entre ces différents acteurs, donc entre le gouvernement hondurien, l'élite et les multinationales américaines (Dudley, 2016, pp.6-7).

De plus, une grande partie du secteur privé appartient à cette alliance d'acteurs locaux et étrangers. Par exemple, les membres de cette élite tirent des avantages de la fraude en créant des entreprises privées dans des domaines et des services généralement offerts par des entreprises publiques détenues par l'État, permettant ainsi de bénéficier des fonds du secteur public. C'est la raison pour laquelle le secteur privé et public se superposent au Honduras (Chayes, 2017, pp.15-16). Pour ces élites, leur objectif est clair vis-à-vis du gouvernement hondurien : maintenir des règles en

vigueur qui protégeront leurs entreprises privées et leur permettront d'obtenir une accumulation du capital. Ce sont également les États-Unis qui ont poussé à la fermeture de nombreuses entreprises publiques au Honduras, permettant de protéger leurs entreprises multinationales privées. Ils ont aussi soutenu l'augmentation de l'exportation et la diminution des prix des produits exportés, contrôlant ainsi l'orientation de l'économie hondurienne (Dudley, 2016, pp.8-9). Nous pouvons ainsi observer les avantages communs que détiennent l'élite hondurienne et les multinationales américaines bananières.

Le Honduras est le pays le plus pauvre d'Amérique centrale, mais également la « victime » de première place. Les conditions climatiques et géographiques extrêmes, la pauvreté grandissante, la faiblesse économique ainsi que l'intervention de nouveaux acteurs étrangers sur le territoire mettent le Honduras dans une position de faiblesse par rapport au reste du monde. Tous les habitants sont affectés par cette situation, tant les riches que les pauvres. C'est finalement la classe dominante, appelée « l'élite » hondurienne, qui donnera une chance au Honduras en le vendant « aux plus offrants », étant ici les acteurs économiques étrangers. Les élites estimèrent donc que le seul moyen de redresser l'économie hondurienne était « l'exportation massive des produits de l'agriculture vers l'étranger » (Charbonneau 2013, p.19). Au début du 20^{ème} siècle, les élites commencèrent à s'intéresser à la production de bananes dans le pays (Venturini, 1986 : 76). Un gros changement va donc s'opérer au moment de l'apparition des entreprises bananières américaines et de l'arrivée des États-Unis dans l'économie hondurienne amenant le Honduras au rang de premier producteur mondial de bananes (Kantor, 1969, p.137). Cette élite hondurienne va se rapprocher de ces grandes compagnies bananières étrangères telles que la United Fruit Company et la Cuyamel Fruit Company, étant donné que ces deux acteurs détiennent des intérêts communs. Ces intérêts communs sont la protection et le profit des entreprises privées, contre le développement du secteur public et la

redistribution des ressources au peuple hondurien plus pauvre étant donné que ces politiques diminueraient leurs gains respectifs (Chayes, 2017, p.16). Les deux grandes compagnies bananières ont commencé à former une position privilégiée vis-à-vis des partis politiques en place à cette époque, influençant de manière évidente les prises de décisions politiques (Venturini, 1986 : 76). De plus, au Honduras, l'élite détient de nombreux rapports directs avec les partis politiques. En effet, la classe dominante se retrouve dans les deux partis politiques principaux. « L'oligarchie [propriétaire de la terre] est représentée par le Parti national et la bourgeoisie industrielle et commerciale est représentée par le Parti Libéral » (Acqueros et Demoustier, 1981, p. 696).

De toute évidence, le Honduras fait donc face à de nombreux défis économiques et politiques, le mettant dans une position d'instabilité par rapport à ses voisins (Demyk, 2016 : p.1). Très peu de personnes s'investissent dans la vie politique du pays. En effet, l'alphabétisme élevé, le manque d'éducation et le poids des coutumes traditionnelles expliquent cette faible participation politique. De plus, la population est peu informée, il n'existe que très peu de journaux quotidiens et le taux élevé de gens illettrés empêche cette communication au sein de la population. Des chaînes de télévision et des stations de radios sont parfois coupées et interrompues par le gouvernement hondurien lors de certains événements politiques importants comme ce fût le cas au moment du coup d'État le 28 juin 2009 (Weisbrot, 2011, p.64). En outre, pour que certains acteurs restent au gouvernement, l'élite hondurienne contrôle également certains médias ou journaux pour communiquer l'information au grand public dans le but d'influencer leur vote. Les différents moyens de communication d'informations à la population locale sont donc en grande partie contrôlés par l'État mais également par la classe dominante (Dudley, 2016, p.8).

Cette élite s'est vite retrouvée dépendante de la sécurité apportée par l'armée

hondurienne dans le but de protéger ses entreprises. Ceci eut pour conséquence de rapprocher ces deux acteurs, et surtout de transformer l'armée hondurienne en acteur du secteur économique et politique. Les États-Unis ont également soutenu cette armée étant donné qu'ils voulaient limiter la propagation du communisme en Amérique Centrale. Ces membres des forces armées font donc également partie de l'élite hondurienne, celle-ci sera appelée « l'élite bureaucratique » au Honduras (Dudley, 2016, pp.8-9). Au début du 20^{ème} siècle, les militaires au Honduras ont acquis une certaine force et sont devenus une branche puissante du pouvoir. Cet acteur, en tant que « force militaire organisée », n'existe que depuis 1954 (Meza, 1983, p. 83).

Au courant du 20^{ème} siècle, l'armée hondurienne a presque toujours eu un rôle décisif dans le choix de la présidence. C'est également le siècle des guerres civiles, des mouvements révolutionnaires et des coups d'État. Le premier a lieu en 1956, un deuxième en 1963, un troisième en 1971, suivi par une alternance d'officiers de l'armée au pouvoir entre 1972 et 1981. Uniquement deux élections présidentielles honduriennes respectaient les principes de la Constitution entre 1954 et 1980 (Rouquié, 1991, p.158-159). Le pouvoir exécutif est dirigé par un président, élu pour un mandat de 6 ans ne pouvant jamais être renouvelé. Étant donné la forte indépendance des forces armées, le président en place n'a pas autant de pouvoir qu'un président selon le modèle politique des autres pays d'Amérique latine. Le président s'occupe essentiellement de toute la partie administrative, et doit obtenir la signature de certains ministres ou officiers de l'armée pour chacune de ses actions. Le président est donc toujours dans une position de faiblesse comparée à celle d'autres acteurs clés du pays. Le groupe le plus organisé du Honduras est donc l'armée, détenant une indépendance constitutionnelle et une grande influence dans le pays (Kantor, 1969, pp.134-151)

C'est en 1980 qu'il est enfin possible de parler de démocratie à proprement parler. Le Honduras fait dorénavant appel aux institutions civiles au moment de l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale le 20 mai 1980. Plus tard, ce sont des élections libres qui mènent un membre du Parti Libéral au pouvoir. En 1985, pour la première fois, un membre du Parti Libéral termine son mandat et transfère le pouvoir de manière légale et démocratique. Comme l'exprime Alain Rouquié, « une nouvelle démocratie est née » (1991, p.160). Cependant, même si les militaires honduriens perdent petit à petit cette position de force au gouvernement, ils détiennent toujours une influence non-négligeable dans les affaires politiques (Rouquié, 1991, p.160).

2.1.1 Des partis traditionnels au Parti Libéral

Le Honduras, tout comme d'autres pays d'Amérique latine tels que la Colombie et l'Uruguay, possède un système politique bipartisan. Ce fonctionnement politique date de l'indépendance du pays, où nous pouvions déjà observer deux visions prendre place : les positions libérales et les positions conservatrices dites « traditionnelles ». À cette époque, il n'existait pas encore de partis politiques, c'est alors que progressivement s'est fait sentir une vague de pensée libérale, s'opposant aux « valeurs conservatrices au sujet du statut de l'Église, du commerce ou de l'Union centre-américaine » (Rouquié, 1991, p.160).

Entre 1876 et 1883, le régime de Marco Aurelio Soto a inauguré la période la plus importante de la réforme libérale en apportant des éléments significatifs pour consolider l'État national à la fin du 19^{ème} siècle. Cette réforme proposait une nouvelle législation pour réguler les relations sociales que l'on retrouve dans la Constitution de 1880. Cette nouvelle législation a contribué à la construction d'un État réservé aux droits d'une élite économique, politique et sociale (Barahona, 2005,

pp.27-28). En 1876, le président Soto met donc en place de grandes réformes libérales permettant au pays de faire dorénavant partie du marché économique mondial. Cela se fera principalement par l'exportation de produits locaux tels que le café, la canne à sucre, la noix de coco et encore d'autres produits agricoles exportables. En effet, un exemple de nouveau projet de loi est la Loi Agricole adoptée en 1877 prônant l'exportation des biens nationaux. Soto est donc le premier à ouvrir les portes du Honduras aux investissements étrangers à la fin du 19^{ème} siècle. Soto voyait comme bénéfice à l'exportation des ressources naturelles un moyen de relever l'économie de son pays. De plus, le gouvernement hondurien demandait en échange de ces ressources naturelles des capitaux allant directement dans les caisses de l'État, et donc indirectement aux élites. Ce phénomène permit ainsi l'enrichissement des plus puissants du pays (Barahona, 2005, pp.31-32).

Ce projet de réforme a également modifié les lois régissant la propriété des terres¹. La terre est devenue un bien, une marchandise facilitant son appropriation par des acteurs étrangers. Cet élément changea de manière non négligeable le fonctionnement de l'économie mais également la vie des petits agriculteurs et propriétaires locaux. Cette nouvelle « politique » a favorisé l'émergence de producteurs étrangers de bananes étant donné que les terres n'étaient plus automatiquement attribuées aux paysans locaux mais pouvaient dorénavant être achetées par les acteurs étrangers détenant plus de moyens financiers (Barahona, 2005, pp.33-34). Il est alors possible de comprendre pourquoi et comment les entreprises bananières étrangères se sont installées à cette période au Honduras.

¹ Voir au sujet des réformes agraires le livre de Baumeister, E. (1999). *Las iniciativas campesinas y la sostenibilidad de los resultados de la Reforma Agraria en el Salvador, Nicaragua y Honduras. United Nations Research Institute for Social Development Discussion Paper*, (105). Ce livre nous permet ainsi de comprendre l'accaparement des terres au moment de l'expansion des exportations agricoles au Honduras entre les différents acteurs, en parallèle aux cas du Salvador et du Nicaragua entre 1950 et 1970.

L'objectif est de faire du Honduras un pays moderne, d'amener « de l'ordre et du progrès », avec l'aide de l'exemple libéral guatémaltèque (Rouquié, 1991, p.161). Cette réforme libérale a essayé d'associer son projet politique pour consolider l'État national avec un projet économique pour lier l'économie nationale au marché mondial (Barahona, 2005, p.44). L'idéologie libérale et le nationalisme que la réforme a associé au processus de consolidation de l'État national suivront aussi le courant au Honduras et contribueront à orienter la direction de l'État au 20^{ème} siècle (Barahona, 2005, p.46). Cette République libérale deviendra le Parti Libéral en 1891 (Rouquié, 1991, p.161). Les deux partis toujours présents actuellement au Honduras tirent leurs origines du Parti Libéral, premier parti « moderne apparu au Honduras » datant du début du 19^{ème} siècle (Rouquié, 1991, p.160).

Policarpo Bonilla, un intellectuel et commerçant hondurien, a fondé le Parti Libéral en 1891. Il s'avère que ce Parti Libéral est devenu l'une des institutions politiques les plus perdurables (Barahona, 2005, p.30). Bonilla a continué le travail de Soto mais en s'intéressant non pas uniquement au domaine économique mais également aux domaines juridique et constitutionnel. Il a mis en œuvre de nombreuses réformes démocratiques qui sont le « patrimoine » du Parti Libéral à l'heure actuelle telles que : « l'extension du suffrage, l'abolition de la peine de mort et la non-réélection du président » (Rouquié, 1991, p.161).

2.1.2 Formation du bipartisme hondurien : le Parti Libéral et le Parti National

Une certaine stabilité politique peut être observée au moment du développement des compagnies bananières jusque dans les années 1920. Les élections de l'année 1923 sont déterminantes pour pouvoir comprendre la situation politique hondurienne qui a suivi. Cette année-là, le Parti Liberal s'est divisé en deux parties, l'une représentée

par Bonilla, et l'autre par Juan Angel Arias. Cependant, un troisième adversaire fait son apparition, le général Tiburcio Carias Andino se proposant comme candidat d'un nouveau parti politique, le Parti National (Barahona, 2005, pp.69-70).

Le Parti National est né d'une scission du Parti Libéral en 1902. C'est le moment où le bipartisme fait son apparition. Ce Parti National va à l'encontre du Parti Libéral en prônant l'intérêt national. Ayant moins de succès auprès de la population hondurienne, ce parti s'entoure d'acteurs faisant partie des forces de l'ordre tels que des militaires et des officiers. Ceci compense sa « faiblesse électorale » ainsi que sa difficulté à opérer dans les « conditions constitutionnelles normales ». Zuniga Agustinus est le premier acteur de ce Parti National à mettre en place une politique dite « clientéliste » qui donnait des privilèges aux membres du parti (Rouquié, 1991, pp.167-169).

Le libéralisme perd le contrôle de l'État au moment des luttes entre les compagnies bananières et commence à se diviser. Le courant va réapparaître dans les années 1950, mais sous une forme beaucoup plus radicalisée et plus de gauche. Ces différentes réformes libérales ne sont pas toujours bien acceptées dans un pays ayant de nombreux partisans de « l'immobilisme social ». En 1963, un coup d'État militaire met de côté le Parti libéral jusqu'en 1981. Entre temps, c'est alors le Parti national qui prendra la relève, étant « l'allié traditionnel des militaires » (Rouquié, 1991, pp.161-163). Ce Parti National gagne les élections pour la première fois en 1989. Sa nouvelle position prônant une économie néo-libérale aurait été soutenue par les chefs d'entreprises. C'est à ce moment-là que le bipartisme est devenu une sorte de monopole solide. En effet, les deux partis principaux récoltent ensemble 94% des voix dans l'ensemble du pays (Rouquié, 1991, pp.167-169).

Ceci est un moment important, étant donné que ce Parti National est devenu l'un des

deux partis politiques honduriens toujours présent à l'heure actuelle et que « sa gestion politique a déterminé une grande partie de l'histoire hondurienne au 20^{ème} siècle » (Barahona, 2005, p.70). Ce parti a donc été fondé en 1923, dans le but de remplacer les partis politiques historiques du Honduras étant plus « conservateurs ». Depuis ce moment-là, le consensus des élites se construit autour d'un bipartisme clair : le Parti Liberal et le Parti National (Barahona, 2005, pp.70-73).

Ce bipartisme solide est l'une des particularités du système politique hondurien. Le Parti National de droite et le Parti Libéral du centre sont des « institutions politiques » historiques présentes depuis cent ans. Cette situation a permis à la politique locale d'être stable et prévisible. Cependant, il ne faut pas oublier les nombreux défauts qui la définissent également tels que la corruption, le clientélisme ou encore la « dépolitisation excessive » (Avila et Federico, 2011, pp.175-177).

2.2 Formation de la république bananière entre 1912 et 1929

2.2.1 Le début du capitalisme hondurien

Se trouvant au milieu des petits pays d'Amérique centrale, le Honduras a souvent été victime d'interventions ou même d'invasions. De plus, le pays étant très pauvre et ayant subi de nombreuses guerres civiles au cours du 19^{ème} siècle, le climat n'a pas été propice au bon déroulement d'un possible développement économique. L'économie du Honduras est basée sur l'agriculture de certains produits tels que le café, la banane, le coton ou encore le tabac. À la fin du 19^{ème} siècle, ce sont finalement des intérêts étrangers qui apportèrent un début de développement au Honduras, mais en s'intéressant tout d'abord à leur revenu et profit personnel plutôt

qu'au bien-être du pays. À cette époque, la population active ne s'élevait qu'à 27% de l'ensemble de la population, la productivité était très lente et le modèle de la propriété foncière au Honduras ne permettait d'exploiter qu'une petite partie des terrains cultivables. Toutes ces raisons peuvent expliquer pourquoi le pays n'était pas productif économiquement (Kantor, 1969, pp.131-133).

Les plus grands actifs économiques qui dirigent le revenu national du pays sont détenus par des propriétaires étrangers. Les compagnies bananières, situées à cette époque dans le nord du pays, créent une sorte d'État dans un État. Ces compagnies détiennent une grande partie des terres, mais possèdent également leurs propres infrastructures telles que des écoles et des logements (Kantor, 1969, p.134). Une petite production de bananes a commencé au 16^{ème} siècle, cependant, ce n'est qu'au 19^{ème} que le fruit a commencé à être exporté à l'étranger. Au début du 20^{ème} siècle, la banane fut perçue comme un atout économique par une poignée de capitalistes. C'est alors l'arrivée des multinationales qui commença à avoir un impact sur de nombreux aspects des pays d'Amérique latine tels que la politique, l'économie, la culture ou encore le paysage naturel (Moberg et Striffler, 2003, p.3).

Jusqu'en 1950, ces multinationales contrôlaient économiquement et politiquement toute cette région du pays. Cette présence étrangère, ajoutée aux problèmes de pauvreté du pays tels que le taux élevé de gens illettrés, les mauvaises conditions de santé ou encore le mauvais système de transports sont toutes des raisons pour lesquelles le Honduras est un pays difficile à gouverner (Kantor, 1969, p.134). Dans ces pays d'Amérique centrale tels que le Honduras, la culture de la banane s'est établie sur des plantations très grandes, utilisant ainsi une grosse partie du territoire national hondurien. Ces entreprises ont finalement exploité des régions entières, formant des grandes zones sous le contrôle d'acteurs étrangers, mettant en péril la souveraineté nationale du pays (Moberg et Striffler, 2003, p.5).

En 1860, ce fut le début de la culture de bananes, production qui était ensuite exportée aux États-Unis (Barahona, 2005, p.52). En effet, les premières bananes ont commencé à être importées par la Boston Fruit Company en partance des Caraïbes vers les États-Unis. Ce fut le tout début de la création des multinationales bananières, en 1899 il y avait déjà 114 entreprises impliquées dans l'exportation de la production de bananes vers les États-Unis. Le succès commença, mais considéré trop lent pour les multinationales américaines, ces dernières ne pouvaient plus compter uniquement sur les producteurs locaux, elles commencèrent alors à établir elles-mêmes des plantations de bananes (Moberg et Striffler, 2003, p.10).

Cependant, un changement radical de climat se fit en 1899 lorsqu'une famille d'origine italienne établie aux États-Unis nommée « les frères Vaccaro » a obtenu des terres sur la côte nord du Honduras. En échange, l'accord était de faire construire des chemins de fer dans une certaine région hondurienne. Ce fut alors le début de l'arrivée de nouveaux acteurs économiques sur le terrain, dans le but ultime de cultiver et d'exporter les bananes (Barahona, 2005, p.52). La Standard Fruit Company appartenant aux frères Vaccaro mais également leur concurrent, la United Fruit Company, détenaient tellement d'influence et de pouvoir sur l'économie et les gouvernements d'Amérique centrale que ces pays ont été rapidement qualifiés par ce terme péjoratif de « *Banana Republic* » (Moberg et Striffler, 2003, p.26).

2.2.2 Lien étroit entre économie et politique

Les compagnies qui ont le plus bénéficié de cette production de bananes sont la United Fruit Company et la Cuyamel Fruit Company. À cette période, le gouvernement hondurien proposait à ces entreprises jusqu'à 500 hectares de terre par kilomètre de chemin de fer construit dans différents départements du pays. Le grand

nombre de privilèges donné aux entreprises par l'État leur donna une position importante dans l'économie hondurienne. De plus, le capital en augmentation et le monopole exercé par ces entreprises dans la commercialisation de bananes eurent comme conséquence de les faire devenir « propriétaires » des affaires bananières dans le pays (Barahona, 2005, pp.52-53).

Les cultivateurs nationaux de bananes se sont vite retrouvés dans une position difficile, en devenant dépendants de ces grandes multinationales étrangères. Les années dites « d'or » de la production et de l'exportation de bananes au Honduras se situent entre 1920 et 1930. Ce mouvement a créé une situation de dépendance entre ces multinationales et les membres de l'élite politique hondurienne par des accords entre les deux acteurs, pour soutenir leurs intérêts respectifs. À cette période, la presse hondurienne a constaté que la United Fruit Company soutenait le Parti national et que la Cuyamel Fruit Company était en faveur du Parti Libéral. C'est alors installé un "mode opératoire" apportant au système politique national ainsi qu'au pouvoir économique des entreprises bananières des avantages, cependant au détriment de l'État national (Barahona, 2005, pp. 53-57).

L'écrivain américain O. Henri a donné pour la première fois le nom de « *Banana Republic* » au Honduras au 19ème siècle. Par cette expression, il voulait faire référence aux compagnies de fruits des États-Unis présentes au Honduras qui ont eu une influence assez importante sur le pays, en particulier sur la politique hondurienne (Pérez-Brignoli, 2006, p.128). Une définition classique définit une « république bananière » comme étant un petit pays pauvre, en général d'Amérique centrale, dans lequel se trouve une certaine instabilité politique et une économie dominée par des intérêts étrangers dépendant en général d'un produit particulier, la banane (Collins, 2017). Cependant, cette notion peut être perçue différemment. Par exemple, Gregory Petsko n'est pas d'accord avec cette définition et estime que ni l'instabilité politique ni la domination économique par un acteur étranger sont des éléments requis pour

avoir à faire à une république bananière (2002, p.1). Le terme de « république » serait juste une autre façon plus subtile de faire référence à une « dictature ». Dans ce cas, il s'agirait d'une dictature dirigée par un petit groupe de personnes, souvent corrompu. En d'autres termes, une « république bananière » serait plutôt définie comme étant un pays dans lequel un petit pourcentage d'individus parmi l'ensemble de la population détient une grande part de la richesse et du pouvoir (Petsko, 2002, p.1).

Dans le cas du Honduras, il semble évident que ces compagnies détiennent un certain pouvoir sur le fonctionnement du pays. Par exemple, le ministre de la République entre 1924 et 1928 était en même temps conseiller juridique de la United Fruit. Ce fut également le cas du député du Parti National, également président du Congrès national entre 1933 et 1948 qui était en même temps avocat de cette même compagnie. Ces puissances économique et politique des entreprises bananières ont eu de nombreuses conséquences pour la société hondurienne comme la consolidation de Cuyamel Fruit Company rachetée plus tard par la United Fruit Company, qui avait fourni les armes pour un coup d'État contre le gouvernement du Honduras. En effet, le 22 avril 1975 le Président Oswaldo López Arellano fût destitué par l'armée hondurienne (d'Ans, 1997, p.260). Les intérêts de la multinationale étant menacés sous ce gouvernement, le nouveau président en place leur a permis de prospérer. L'une des significations de ce terme de « république bananière » peut donc correspondre à un pays dans lequel les entreprises étrangères poussent le gouvernement, vers leurs intérêts économiques (Pérez-Brignoli, 2006, pp.127-141).

Un tableau montrant les exportations honduriennes de bananes entre les années 1970 et 2010, ainsi que la part détenue par les États-Unis peut être consulté en annexe.

2.3 Relation avec les États-Unis depuis le 20^{ème} siècle

Au moment de la présidence de Jimmy Carter, entre 1977 et 1981, l'objectif des États-Unis était de contenir le communisme en Amérique centrale, et particulièrement au Honduras mais également dans d'autres pays. En effet, au Nicaragua commença une révolution en 1979, suivi par la guerre civile au Salvador en 1981 (Falquet, 1997, pp.117-125).

Pour ce faire, Jimmy Carter augmenta l'assistance économique et militaire au Honduras. De toute évidence, l'administration américaine s'est davantage intéressée à la propagation du communisme et aux moyens de l'arrêter par la présence militaire plutôt qu'aux conditions socioéconomiques et politiques honduriennes. De plus, l'aide apportée au Honduras à la suite des critiques du Congrès américain ne se préoccupait pas tant de la société hondurienne. Des liens étroits se sont formés entre le gouvernement américain et l'armée hondurienne, cependant aucun de ces acteurs ne s'est réellement penché sur l'impact des changements sociaux sur le terrain (Leonard, 1996, p.197-198).

C'est à partir de 1981, lorsque le général Gustavo Alvarez devient le chef des forces armées honduriennes, que le pays commence à se retrouver sous l'emprise des États-Unis (Venturini, 1986 : 80). Gustavo Alvarez travaille alors en « étroite collaboration » avec l'ambassadeur américain John Negroponte, permettant à l'armée des États-Unis d'intervenir dans les pays voisins à partir de sa base située au Honduras (Venturini, 1986 : 81). En effet, en 1981 sous l'administration états-unienne du Président Ronald Reagan, le Honduras est revenu à un gouvernement constitutionnel. C'est la période pendant laquelle le Honduras est devenu un terrain de rassemblement pour les troupes américaines au moment de la guerre froide. Toutes

les opérations militaires dans le but de bloquer les mouvements révolutionnaires en Amérique centrale portaient donc de ce petit pays (Sieder, 1995, p.471). Le Honduras est même appelé la « république du Pentagone » (Morin, 2009, p.1). Cette intervention militaire américaine a transformé la société hondurienne en lui donnant une structure militaire (Sieder, 1995, p.471). Cette présence militaire états-unienne sur le territoire hondurien permet aux États-Unis d'intervenir sans limite et rapidement dans de nombreux pays d'Amérique centrale. Eric Venturini parle d'une « soumission trop dangereuse » (Venturini, 1986 : 83). Par cette alliance « officielle » avec les États-Unis, le Honduras perd encore plus de sa souveraineté. Le Honduras est alors dépendant d'une nation étrangère (Venturini, 1986 : 83). La politique étrangère étatsunienne s'installe dans de nombreux pays du tiers monde, tant que ces derniers ne vont pas à l'encontre des intérêts américains. Les États-Unis cherchent à contenir les éventuels changements sociopolitiques dans ces pays d'Amérique centrale dans le but de maintenir leurs avantages et investissements (Leonard, 1996, p.195).

Cependant, la fin de la guerre froide fut également le moment où la politique états-unienne apporta une transition démocratique au Honduras dans les années 1990. Les États-Unis ont placé certains de leurs anciens militaires de confiance dans l'armée hondurienne et ont aidé à déloger les forces armées de leur position politique dominante permettant ainsi au gouvernement hondurien de reprendre sa place légitime. Les dirigeants du pays ont également commencé à montrer un certain respect pour les règles de base de la démocratie. Des élections libres respectant les principes constitutionnels ont été mises en place permettant un fonctionnement plus démocratique du système, et ce, sans ingérence présidentielle. Le Honduras a enfin pu accéder à cette « démocratie » après de nombreuses années de domination militaire. Cependant, malgré la tentative de respecter les résultats des élections, la qualité de la gouvernance hondurienne à la fin des années 1990 laisse à désirer et la classe

politique ne semble pas totalement engagée dans le respect d'une démocratie électorale. De la corruption s'installe dans les branches du gouvernement, au sein des fonctionnaires d'État, mais également au niveau de la justice pénale. Économiquement, le pays fait aussi face à certaines difficultés augmentant la pauvreté et les inégalités sociales (Walker et Armony, 2000, pp.63-64).

Le général Gustavo Alvarez fut destitué en 1984 par les « dirigeants politiques et militaires honduriens » et succédé par le général Walter Lopez Reyes (Venturini, 1986, p.84). « Débarrassé de l'homme fort des nord-américains, le gouvernement hondurien se met à renégocier l'alliance avec Washington » (Venturini, 1986, p.85). Le pays accepte un nouvel accord, si la puissance américaine accepte de contribuer financièrement de manière plus importante que précédemment. C'est donc le Honduras qui demanda officiellement à Washington plusieurs aides. Les États-Unis refusèrent l'ensemble des demandes honduriennes. C'est là que les dirigeants de Tegucigalpa se rendirent compte qu'ils sont « entièrement dépendants de Washington », et qu'ils ne sont pas en mesure de négocier (Venturini, 1986, pp. 85-86). Henry Kissinger nous dit que « les États-Unis ont été impliqués, parfois d'une manière intime, dans les affaires de l'Amérique centrale durant plus d'un siècle » (Venturini, 1986 : p.9).

Les États-Unis ont parfois eu un rôle paternaliste qui permit au Honduras de s'en sortir politiquement à de nombreuses reprises. Un exemple est celui de l'ancien président hondurien Francisco Bertrand Barahona, au pouvoir plusieurs fois entre 1911 et 1919, qui s'apprêtait à mettre une place une élection dite « inconstitutionnelle ». Ce dernier fut accusé de placer ses proches à des postes importants au gouvernement. De plus, ses actions politiques servaient majoritairement à satisfaire ses intérêts personnels. Francisco Bertrand Barahona a été jusqu'à se déclarer « dictateur ». C'est à ce moment-là que deux candidats à

l'opposition ont fait appel à l'aide des États-Unis pour intervenir directement sur le territoire. Un ministre hondurien présent à Washington à ce moment-là a également demandé de l'aide américaine pour mettre en place des élections libres au Honduras. Cet événement précis est un exemple parmi d'autres qui nous montre cette relation complexe entre le Honduras et les États-Unis. Le Honduras se trouve ainsi dans une position particulière, l'obligeant à faire appel à l'aide états-unienne pour régler certaines instabilités politiques de son pays. Le résultat de cet événement a été que les États-Unis ont pris la place du gouvernement hondurien en ayant à leur disposition tous les outils politiques nécessaires pour organiser des nouvelles élections (Wright, 1960, pp.214-215).

Au début du 20^{ème} siècle, les États-Unis sont de plus en plus présents au Honduras, en mettant en avant des principes idéologiques et politiques comme prétexte de leur interventionnisme. Selon les penseurs honduriens de l'époque, l'entrée du capital des États-Unis dans l'économie nationale serait en lien direct avec la présence politique de la puissance mondiale dans le pays. Cette intervention croissante s'explique par le fait que les États-Unis veulent contrôler les « ressources géostratégiques » en Amérique centrale. Un diplomate américain spécialiste des affaires centrales américaines estime que ces pays d'Amérique latine sont caractérisés par leur incapacité à s'autogouverner menant ainsi à cette intervention étrangère. C'est à partir de ce moment-là que les États-Unis ont commencé à consolider leur hégémonie en Amérique centrale, tant à un niveau économique, que militaire et diplomatique (Barahona, 2005, pp.73-74).

Cette défense de l'autonomie et de l'intégrité des pays centre-américains a donc commencé dans les années 1920, montrant le début de l'anti-impérialisme au Honduras. Cet anti-impérialisme a également été amplifié par la critique des compagnies bananières et de leur intervention dans l'économie et la vie politique

interne du pays. En 1928, les intellectuels honduriens ont fini par conclure que la politique des États-Unis et celle des multinationales bananières étaient la même, ayant pour conséquence de spolier les terres des pays d'Amérique centrale et de réduire l'autonomie politique des gouvernements (Barahona, 2005, pp.76-79).

Au moment où Barack Obama est arrivé à la présidence aux États-Unis en 2008, un espoir s'est formé parmi les différents gouvernements d'Amérique latine concernant la modification de la politique étrangère américaine dans cette zone du monde. À cette même époque, la plupart des pays d'Amérique latine adoptait une politique de plus en plus de gauche étant donné que la période du néolibéralisme n'a pas tant fonctionné. En effet, l'amélioration du niveau de vie attendue ne s'est pas faite, la croissance économique a également échoué. En arrivant au pouvoir en avril 2009, Barack Obama a donné de l'espoir aux peuples d'Amérique latine. Finalement, toutes ces espérances de changement et de stabilité n'ont pas vraiment vu le jour. Quelques mois plus tard, le président hondurien Manuel Zelaya fut destitué par l'armée locale. Tout le monde s'attendait à une réaction différente, cependant l'administration d'Obama aurait clairement aidé à la réussite de ce coup (Weisbrot, 2011, pp.63-64).

2.4 Les nouvelles réformes de Manuel Zelaya avant le coup d'État

Manuel Zelaya est devenu membre du Parti Libéral au Honduras en 1970, occupant tout d'abord le poste de conseiller départemental. Ensuite, en 1985, il est élu député et occupera par la suite plusieurs postes au sein du Congrès national hondurien. En 2005, il est élu président de la République du Honduras, opposé à Porfirio Lobo Sosa, membre du Parti National (Lamrani, 2015). Le mandat de présidence de Manuel Zelaya s'est déroulé entre le 27 janvier 2006 et le 28 juin 2009. Ses promesses au

moment de son arrivée au pouvoir étaient de réduire la pauvreté, la corruption et la violence sur le territoire hondurien (CIDOB, 2014, p.1).

Dès le mois de janvier 2006, Manuel Zelaya commence à mettre en place des nouvelles lois, dont une en particulier qui vise à augmenter la participation des citoyens dans les prises de décision dans le but de « renforcer la démocratie participative » (Lamrani, 2015). Ce président interviendra dans de nombreux domaines mais principalement au niveau de l'économie et au niveau de la participation populaire. Il mettra en place de nombreuses protections de l'environnement, des politiques sociales améliorant les conditions de vie des classes sociales les plus démunies, en particulier dans le domaine de la santé mais aussi de l'éducation (Lamrani, 2015).

Au moment où Manuel Zelaya arrive concrètement au pouvoir, il adopte donc un nouveau comportement assez inattendu. En effet, le président hondurien s'est d'abord rapproché de Hugo Chávez, président du Venezuela, en se liant à ses accords pétroliers. L'influence du président vénézuélien semble avoir un impact assez important étant donné que Manuel Zelaya va rapidement se déclarer comme étant « de gauche », changeant fortement son orientation politique de départ au moment de son arrivée en tant que membre du Parti Libéral hondurien (PLH). Un de ses objectifs était de se détacher des pouvoirs traditionnels du pays tels que les politiques conservatrices et des acteurs imposant leur façon de faire tels que les hommes d'affaires, les chefs des multinationales ou encore les différentes juridictions gouvernementales (CIDOB, 2014, p.1).

Manuel Zelaya était à la fois un entrepreneur agricole privé et un homme politique. Son objectif premier a toujours été d'écouter le peuple et de lui donner une place plus importante dans la politique locale et dans les décisions gouvernementales. Il

s'engageait à « répondre aux demandes des citoyens » et à renforcer la démocratie participative (CIDOB, 2014, p.4). Le futur président a fait de nombreuses promesses de nouvelles réformes telles que diminuer de 10 % les dépenses du gouvernement, créer 400 000 emplois, construire 200 000 logements, améliorer les infrastructures des écoles mais également permettre une éducation gratuite pour l'ensemble de la population hondurienne. Le produit intérieur brut (PIB) du pays pourrait ainsi augmenter, sachant qu'en 2005, plus de 7 millions d'habitants honduriens vivaient sous le seuil de pauvreté (CIDOB, 2014, pp.4-7). Ces nouvelles politiques nous montrent que le virage à gauche de Manuel Zelaya est étonnant et inattendu parce qu'il s'est présenté aux élections en 2006 comme membre « conservateur à l'origine » du parti libéral (Lamrani, 2015). En effet, au début de sa présidence, Manuel Zelaya était de « centre droite » entretenant donc au départ une relation privilégiée avec les États-Unis. Son statut de propriétaire terrien et son appartenance à une classe sociale oligarchique vont compliquer ses tentatives de se présenter comme un homme du peuple sans lien avec l'élite hondurienne qui détient un pouvoir fort dans les domaines politiques et économiques depuis l'indépendance du Honduras (CIDOB, 2014, pp.4-7).

À cette période-là, le mouvement radical de gauche en Amérique latine s'est de plus en plus intéressé au Honduras après avoir établi sa politique gauchiste à La Havane, Caracas, La Paz et Managua. Entouré par de nombreux gouvernements d'extrême gauche, le Honduras a été influencé. Au début du mandat de Manuel Zelaya, le peuple commençait à se rassembler pour revendiquer de nouveaux droits dans le secteur du travail. Des marches, des grèves, des manifestations commencèrent à envahir les rues de la capitale, entre autres pour obtenir une augmentation des salaires. Le peuple hondurien veut se faire entendre et commence à manifester l'instauration de changements au niveau du gouvernement qui permettraient de mieux respecter leurs intérêts socio-économiques (CIDOB, 2014, pp.7-8).

Un autre évènement inattendu de la part de Manuel Zelaya est la coupure du lien avec Washington et l'adhésion du Honduras à l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) (CIDOB, 2014, p.11). « Coupure » dans le sens où Zelaya a voulu se distancer de l'emprise des États-Unis dans les affaires gouvernementales du Honduras, et s'est rapproché fortement des autres pays d'Amérique latine. L'ALBA est une sorte de coalition entre de nombreux pays d'Amérique latine de la frange la plus radicale de gauche pour promouvoir « la solidarité, la complémentarité, la justice et la coopération » entre tous ces pays de cette région du monde. Cet accord politique et social met en avant l'autodétermination des peuples, et vise l'indépendance des nations latino-américaines (Eurosud, 2011, p.1). Le président a commencé à faire de nombreuses critiques au gouvernement américain, l'accusant de corriger les pratiques de libre marché dans le but de faire une politique économique « insensible et protectionniste dans de nombreux secteurs » mais également de trafic de drogue « agressif » pour le pays (CIDOB, 2014, pp.11-12).

Manuel Zelaya n'aimait pas non plus la politique d'immigration des États-Unis, qu'il considère comme étant trop sévère envers les honduriens habitants sur le territoire états-unien. Par cette adhésion, l'objectif était de s'unir avec les gouvernements des pays voisins au Honduras et de mettre en place une coopération économique mais également sécuritaire. Une relation étroite a commencé à se former entre le Honduras et le Venezuela, orientant forcément la politique hondurienne. Le président hondurien a même été jusqu'à suspendre les relations avec l'ambassadeur états-unien pour montrer son soutien et sa solidarité envers les gouvernements de gauche d'Amérique latine tels que la Bolivie et le Venezuela et mettre en évidence les « ingérences américaines dans les affaires intérieures de ces pays » (CIDOB, 2014, p.12). Manuel Zelaya a donc commencé à adopter la politique « centre-gauche » des gouvernements appartenant à l'ALBA. Nous pouvons ainsi parler de « rupture » au moment où Zelaya a commencé à être critique vis-à-vis des États-Unis et n'était plus en accord

avec le gouvernement états-unien tant sur des questions économiques que politiques. Le Honduras se détache petit à petit de son lien fort avec les États-Unis et commence à créer de nouveaux rapports avec d'autres pays d'Amérique centrale (CIDOB, 2014, p.11-12).

Au 20^{ème} siècle, le point faible du Honduras était le « monopole énergétique » détenu par les multinationales américaines et européennes (Lamrani, 2015). Pendant son mandat, Manuel Zelaya a voulu « corriger » cette situation de monopole en s'alliant à Hugo Chavez et à sa politique « *Petrocaribe* » permettant ainsi de bénéficier de moyen de paiement bien plus avantageux (Lamrani, 2015). C'est à partir de ce moment-là que le président s'est retrouvé face aux mécontentements nord-américain et européen. Les multinationales états-uniennes ont qualifié le gouvernement de Manuel Zelaya « d'ennemi du secteur privé » (Lamrani, 2015). En effet, les nouvelles politiques se détachaient de cette situation de monopole et ne plaisaient pas aux « conservateurs du secteur privé » (Lamrani, 2015). Des nouvelles règles de marché ont régulé l'économie, permettant plus de concurrence. Ceci fut le premier désaccord politique entre le Honduras et les États-Unis.

Manuel Zelaya a permis une croissance économique assez surprenante comparé aux pays voisins d'Amérique latine. C'est également la première fois que la pauvreté du pays a diminué, apportant de nouveaux programmes sociaux tels que qu'un accès gratuit à l'éducation ou des facilités dans le domaine de la santé (Lamrani, 2015).

C'est à la fin de son mandat que Manuel Zelaya a voulu mettre en place un changement de la Constitution pour permettre d'ancrer les nouvelles réformes qui mettent en avant les intérêts des classes sociales les plus pauvres dans le fonctionnement politique hondurien. Le contenu de cette nouvelle Constitution n'a pas été clairement expliqué, cependant les actes de Manuel Zelaya ont rapidement été

interprétés. En effet, Manuel Zelaya aurait déjà manifesté son envie de prolonger sa présidence, chose possible uniquement en modifiant la Constitution actuelle. Une interprétation des actes du Président a mené à une annulation des changements envisagés par le procureur général du Honduras (CIDOB, 2014, pp.13-14). Certains acteurs, tels que l'élite hondurienne mais également le Congrès et la Cour Suprême ont estimé que le Président Manuel Zelaya tentait uniquement de prolonger son mandat. Le jugement ne laissa que peu de place à l'interprétation des actes du Président.

Au moment de la proposition de modifier la Constitution de 1981, les différents acteurs politiques honduriens se sont manifestés. En effet, la mise en place d'une consultation populaire par Manuel Zelaya a été perçue comme une menace à la Constitution, et comme une tentative du président de prolonger son mandat (Lamrani, 2015). Cette consultation aurait pris la forme d'un référendum permettant de savoir si le peuple hondurien était d'accord avec l'élection d'une Assemblée Constituante. Si le référendum s'avérait être positif, cette élection des députés pour décider de l'instauration d'une nouvelle urne prenant en compte la « volonté populaire » aurait eu lieu le 29 novembre 2000, en même temps que les élections législatives (Fino, 2009). Les conservateurs du pays, ainsi que les différents acteurs juridiques, n'ont pas apprécié ce nouveau mouvement de Manuel Zelaya. Ses politiques récentes seraient considérées par l'oligarchie locale comme étant un « rapprochement avec la gauche latino-américaine » (Lamrani, 2015). Le Congrès hondurien a élu Roberto Micheletti, membre du Parti Libéral, comme nouveau Président du Honduras (CIDOB, 2014, p.1). Micheletti a été choisi pour remplacer le président jusqu'aux élections du mois de novembre 2009 (Musset, 2013, p.11). Son objectif principal en tant que « président remplaçant » était donc d'organiser des nouvelles élections « plus transparentes et démocratiques » quelques mois après le coup d'État (*BBC Mundo*, 2009). Il est intéressant de noter que Roberto Micheletti est un entrepreneur

hondurien et « patron de l'entreprise de transports urbains (TUPSA) » et a pu voir ses profits diminuer fortement lorsque Zelaya décida de réduire le prix des transports mais également des combustibles grâce à son entrée à l'ALBA (Fino, 2009).

L'argument précis justifiant le coup est l'instauration de cette « loi de participation populaire » permettant, selon Manuel Zelaya, de corriger les « limites » de la démocratie représentative accompagnée de corruption et de non respects de l'engagement donné aux citoyens au Honduras (Lamrani, 2015). D'après le président déchu, certains acteurs américains tels que les « lobby militaro-industriel et médiatico-financier » auraient orchestré ce coup d'État, faisant utilisation de leurs pratiques impériales comme le fait régulièrement Washington (Lamrani, 2015).

Un élément qui peut sembler interpellant est que le coup d'État a été condamné par la communauté internationale et donc par de nombreux organismes tels que le Conseil de sécurité des Nations unies, la Charte démocratique de l'Organisation des États américains, la Commission interaméricaine des droits de l'homme ou la Cour pénale internationale (Lamrani, 2015). Cependant, pour que ces derniers apportent de l'aide aux victimes du coup, financièrement ou par l'envoi de troupes et donc par sa présence sur le terrain, il faut que l'évènement remplisse certaines conditions bien précises, conditions apparemment non remplies par le Honduras le 28 juin 2009. Il semblerait ainsi que « certains intérêts très puissants » soient en désaccord avec une éventuelle enquête sur cet évènement politique (Lamrani, 2015).

Finalement, il est tout de même intéressant de noter que le Honduras n'a jamais été un pays démocratique en tout temps. Règne au gouvernement hondurien un climat de corruption et de rapports de pouvoir prenant peu en compte les intérêts de la population locale. Les deux partis principaux, tant le Parti National que le Parti Libéral, n'ont pas été totalement cohérents dans leurs discours et idéologies

politiques. Ce fût également le cas pour Manuel Zelaya, qui s'éloigna de la politique traditionnelle hondurienne peu de temps après son élection. Il se dirigea assez rapidement contre les élites politiques et économiques honduriennes déjà bien ancrées au gouvernement. Sa version des faits est que cette « oligarchie capitaliste » hondurienne est le principal responsable de l'état dans lequel le pays se trouve. En agissant ainsi, Manuel Zelaya savait qu'il se mettrait à dos certains acteurs clés du pays tels que les entreprises économiques privées et la « classe politique traditionnelle », cependant, sa fervente volonté d'améliorer les conditions de son pays dépassa les éventuels risques encourus (Ruhl, 2010, p.8).

Cette nouvelle attitude politique n'a pas eu autant de soutien au sein de la population que prévu. Le peuple hondurien semble avoir de la difficulté à faire confiance aux membres du gouvernement, quel qu'ils soient étant donné l'histoire politique assez mouvementée du pays. La politique de Zelaya ne semble pas plus « juste » que celle de ses prédécesseurs. Un article de la Constitution du Honduras mentionne précisément qu'il est interdit d'essayer de prolonger son mandat en tant que président, et qu'il est également interdit d'essayer de le faire par une assemblée constituante. Manuel Zelaya a voulu mettre en place une telle assemblée, mais selon lui dans le but de changer le système politique actuel pour le rendre plus représentatif de l'ensemble de la population (Ruhl, 2010, pp.7-9).

Ces différentes nouvelles réformes de Manuel Zelaya pourraient donc menacer l'ordre établi depuis longtemps au Honduras, ainsi que les différents rapports de classes présent, sans pour autant créer une nouvelle coalition soutenant Zelaya.

CHAPITRE III

LE COUP D'ÉTAT DU 28 JUIN 2009

3.1 Le contexte du coup d'État

3.1.1 Deux versions d'un même évènement politique

Au cours de la recherche, deux positionnements assez contradictoires sont repérables et proposent une explication différente de la situation. La première version est celle qui met en avant la faute constitutionnelle du Président Manuel Zelaya. Zelaya avait donc pour objectif de mettre en place une consultation populaire qui permettrait de donner plus de droits au peuple dans les prises de décision. Cependant, ceci pourrait également lui permettre de prolonger son mandat au moment des futures élections prévues le 29 novembre 2009, initiative interdite par la Constitution (Sabot, 2009).

Le conflit commença lorsque Zelaya décida de retirer le chef de l'armée de ses fonctions parce que ce dernier ne voulait pas apporter de l'aide au gouvernement pour organiser ce référendum populaire. La Cour réintègrera le chef de l'armée à son poste sous prétexte que ce n'est pas du ressort de l'autorité présidentielle de prendre une telle décision. La Cour a également tenté de saisir des bulletins de scrutin et de les placer dans la base militaire pour empêcher Zelaya de mettre en place ce vote. Cependant, Zelaya va tout de même envoyer ses partisans dans la base militaire pour

aller les reprendre. La Cour suprême et le Congrès ont donc tenté de mettre de nombreux contrôles en place pour limiter le pouvoir du Président hondurien étant donné que cette nouvelle urne pourrait étendre le pouvoir de l'exécutif. Manuel Zelaya alla à l'encontre de cette tentative de contrôle (Taylor-Robinson et Ura, 2013, p.118).

L'armée et la Cour suprême se sont prononcées sur cette consultation populaire en la bannissant et en invoquant le non-respect de la Constitution qualifiant ainsi cette action « d'illégale ». Le 26 juin 2009, le procureur général hondurien a demandé à la Cour suprême de retirer Manuel Zelaya de ses fonctions étant donné que le Président ne se limitait plus aux pouvoirs qui lui étaient donnés par la Constitution. La Cour accusa Manuel Zelaya de « trahison, d'abus de pouvoir et d'usurpation de ses fonctions ». Les militaires ont donc reçu l'ordre d'arrêter Manuel Zelaya le 28 juin 2009 (Taylor-Robinson et Ura, 2013, p.118). Selon cette version des faits, il s'agirait donc de l'utilisation du droit pour destituer un président qui violerait la Constitution hondurienne dans le but de satisfaire ses intérêts personnels. Une justification de l'évènement est alors mise en avant, prônant le respect de la loi et de la Constitution.

Cependant, l'armée hondurienne irait aussi à l'encontre de la Constitution en opérant cette arrestation brutale et en exilant le Président au Costa Rica (Taylor-Robinson et Ura, 2013, p.118). De plus, une autre version explique que Zelaya n'aurait pas pu étendre son pouvoir par cette consultation populaire, ni avoir un impact sur les élections du mois de novembre 2009 (Lakhani, 2016). La Constitution du Honduras datant de 1982 mentionne que certaines lois ne peuvent être abrogées comme celle qui empêche la réélection du président. Un élément interpellant est que cette Constitution ne spécifie pas les « procédures relatives à la mise en accusation » (Farr, 2010, p.320). C'est-à-dire que cet ensemble de règles de droit ne mentionne pas le processus applicable en cas du non-respect de la loi par le président en place. De plus,

le pouvoir du président dans la mise en place d'un référendum est assez limité étant donné qu'il peut être utilisé uniquement pour « exercer une pression sur les législateurs » (Farr, 2010, p.320). Cet exil du président par l'armée hondurienne peut donc également être perçu comme une violation de la démocratie. Le Congrès aurait pu suivre des procédures plus « légales » plutôt que de laisser l'armée s'occuper du sort du Président par la violence. En effet, l'organe législatif aurait effectué une « interprétation étroite » de la Constitution (Farr, 2010, pp.320-322). C'est alors que la deuxième version des faits prend place, amenant une réflexion plus profonde des événements du 28 juin 2009 permettant de comprendre les réelles motivations de la destitution du Président Manuel Zelaya.

La deuxième version est celle qui se penche sur le rôle des États-Unis à travers les multinationales dans l'élaboration du coup et son lien étroit avec l'armée et l'élite hondurienne.

La Maison-Blanche n'a pas clairement condamné le coup, néanmoins elle a fait un appel à la population hondurienne à respecter la Constitution et la démocratie en place. Le coup d'État n'a pas été une surprise étant donné que des fonctionnaires américains étaient en contact régulier avec l'armée hondurienne quelques jours avant l'évènement. De toute évidence, la déclaration officielle faite par le gouvernement américain à la suite du coup ne pouvait pas « soutenir ouvertement » le coup d'État, mais se devait de réagir et de se prononcer sur la situation en prônant le respect de la Constitution en place. C'est le premier moment clé qui a permis de comprendre que les États-Unis soutenaient implicitement le gouvernement à la suite du coup. Un autre élément important est que la secrétaire d'État en 2009, Hillary Clinton, n'a pas non plus soutenu le retour de Manuel Zelaya à la présidence du Honduras. Barack Obama n'a pas réagi aux violences sur le terrain, ni aux non-respects des droits de l'homme qui s'opéraient au Honduras depuis le 28 juin 2009. La raison la plus évidente pour

laquelle les États-Unis n'auraient pas utilisé le terme de « coup d'État militaire » pour définir cet événement est que l'aide apportée à ce pays aurait dû être fortement diminuée, ce qui n'arrangeait pas les États-Unis ni les multinationales américaines présentes sur le territoire. Cependant, quelques mois plus tard, l'ambassade américaine a été très claire sur le sujet et a affirmé que le coup d'État était un coup « illégal et inconstitutionnel ». Malgré cela, à la fin du mois d'octobre 2009, les États-Unis ont déclaré qu'ils reconnaîtraient les nouvelles élections du 29 novembre 2009 en ne se préoccupant plus du sort de Manuel Zelaya. Cette attitude américaine montre que la politique de Barack Obama concernant l'Amérique latine ne change pas de celle de son prédécesseur, George W. Bush (Weisbrot, 2011, pp.64-65).

Ce mémoire s'intéresse plus particulièrement à cette deuxième « version des faits » et consiste en la réinterprétation des événements en prenant en compte les différentes opinions, les différentes interprétations mais également les positions des différents acteurs. C'est ici que la théorie postcoloniale des relations internationales, à partir des notions d'impérialisme, d'ingérence et de situationalité, servira de base dans l'analyse et la réflexion.

3.2 Le coup d'État au regard de la théorie critique postcoloniale

Rappelons ici notre question de recherche : « Pouvons-nous parler 'd'ingérence étasunienne' dans la mise en œuvre du coup d'État au Honduras le 28 juin 2009 ? Pourrions-nous interpréter le rôle de l'élite hondurienne dans cet événement politique comme étant le lien étroit entre cette 'république bananière' et la puissance nord-américaine ? ». L'hypothèse défendue dans ce mémoire est que le coup d'État au Honduras en 2009 est le résultat de l'intervention des forces impérialistes étatsuniennes. En d'autres termes, l'ampleur de l'hégémonie des États-Unis sur la

politique hondurienne est le facteur clé de la mise en œuvre de ce coup d'État. Le Honduras, en tant que république bananière, subit la forte influence des multinationales nord-américaines ainsi que de son élite locale sur son économie, mais également sur sa politique actuelle.

L'impérialisme, s'opérant sur du long terme, sera tout d'abord identifié et expliqué en fonction des rapports entre acteurs et des différents événements politiques et économiques du Honduras. Ensuite, la réflexion ira jusqu'à montrer comment cet impérialisme peut devenir de l'ingérence à certains moments, comme au moment du coup d'État hondurien du 28 juin 2009. En effet, l'ingérence est plus ponctuelle par rapport à l'impérialisme qui lui s'établit dans le temps.

Ce chapitre tentera de montrer comment l'impérialisme états-unien présent au Honduras depuis la fin du 19^{ème} siècle peut se transformer en ingérence ponctuelle à certains moments précis de l'histoire.

3.2.1 Impérialisme

3.2.1.1 Une élite hondurienne en lien étroit avec les États-Unis

Pour répondre à ma question de recherche, j'expliquerai d'abord le pouvoir et l'influence de l'élite hondurienne dans les affaires de son pays. Ensuite, il sera alors possible d'expliquer la relation étroite qui s'est créée entre cette élite et les États-Unis. Cette relation a la particularité de s'être développée par l'intermédiaire d'un acteur économique : les multinationales bananières étatsuniennes. Nous pourrons ainsi comprendre comment cette relation a pu orienter la politique hondurienne et les

événements du 28 juin 2009. Nous nous intéresserons donc à ces acteurs peu pris en compte lors de l'analyse du coup d'État du 28 juin 2009 mais qui pourraient tout de même jouer un rôle important. C'est ici que nous pourrions défendre l'hypothèse selon laquelle ce coup d'État aurait pu être orchestré par certains acteurs puissants du pays dont l'oligarchie hondurienne et les entreprises étrangères présentes au Honduras (Lambert, 2010).

3.2.1.1.1 L'élite : un acteur économique puissant

Cette oligarchie, autrement dit « élite », s'est sentie menacée par la nouvelle politique « libérale » de Manuel Zelaya mais également son nouveau programme économique (Lambert, 2010). Selon certains gouvernements d'Amérique centrale, Zelaya ne pouvait que s'attirer des ennuis lorsqu'il changea son orientation politique d'abord libérale pour ensuite se diriger vers une gauche « anticapitaliste » qui avait de fortes chances de ne pas plaire à « l'oligarchie et la bourgeoisie hondurienne » (Sabot, 2009). Finalement, Zelaya était perçu par certains comme un danger à la continuité « d'un système basé sur l'enrichissement de quelques-uns au détriment d'une majorité » (Charbonneau, 2014, p.212).

À cause de la hausse mondiale des prix en 2004 et la « crise énergétique héritée du gouvernement précédent », Manuel Zelaya s'est retrouvé face à une crise globale l'obligeant à déclarer l'état d'urgence seulement quelques jours après son investiture. Pendant les deux premières années de son mandat, Zelaya a tenté de « gagner la confiance de l'élite de son parti », mais également de l'élite nationale. Ce qui explique par exemple la signature du Traité de libre-échange avec les États-Unis. Cependant, d'un autre côté, la classe populaire mettait en doute certaines actions de Zelaya et mettait en évidence les effets négatifs de l'internationalisation de

l'économie hondurienne sur la population locale (Bähr Caballero, 2009, pp.8-12). Il ne faut pas oublier que Manuel Zelaya est arrivé au pouvoir en tant que membre de l'élite commerciale et sociale hondurienne, en prenant avec lui son réseau de contacts. Il avait donc tendance à apporter des bénéfices à sa « propre clientèle » en premier, favorisant une petite partie de l'ensemble de l'élite hondurienne. Cette crise datant du début de son mandat l'obligea donc à prendre des mesures urgentes pour redresser l'état de son pays (Cunha Filho & al., 2013, p.522).

Cette nouvelle politique « sociale » fut perçue comme étant un « virage à gauche ». Cependant, Zelaya ne s'attaquait pas aux droits et privilèges de l'élite nationale mais il tentait tout simplement de réduire la pauvreté du peuple par des mesures sociales et populistes. C'est davantage l'entrée du pays à l'ALBA et le rapprochement au « projet socialiste » de Hugo Chávez qui apporta une vague de soupçons au sein du gouvernement et de la classe dominante hondurienne. Finalement, en « destituant » Zelaya, c'est la droite hondurienne la plus opposée au progrès qui prendra place au gouvernement. L'objectif était donc de rétablir une démocratie, néanmoins pas n'importe quel type de démocratie. Une démocratie « permettant aux élites, nationales et étrangères, de pouvoir continuer à imposer leurs intérêts et de favoriser un projet de société essentiellement anti-démocratique » (Bähr Caballero, 2009, pp.8-12).

Dans de nombreux pays d'Amérique centrale, une caractéristique commune aux différentes démocraties de ces pays est que les institutions ont tendance à être faibles, et que les élites détiennent une position de force. De plus, les institutions politiques seraient faibles à cause, entre autres, de ce réseau d'élites et de son contrôle sur le fonctionnement politique et économique du pays. L'élite est souvent associée à la classe supérieure d'une société (Bull, 2014, pp.117-120). Benedicte Bull nous donne une définition plus précise en expliquant que l'élite est un « groupe d'individus qui,

en raison de son contrôle sur les ressources naturelles, économiques, politiques, sociales et organisationnelles, occupe une position privilégiée pour influencer formellement ou informellement les décisions et les pratiques qui ont un impact social large ».

La plupart des problèmes de ces gouvernements seraient donc en grande partie dus à la « perpétuation » d'une élite socio-économique qui s'approprie les richesses du pays et concentre le pouvoir dans les mains d'un petit groupe de personnes. Les décisions des élites affectent toujours la centralisation du pouvoir. Ces groupes créent des alliances basées « sur le contrôle de ces ressources », avec des réseaux locaux mais également avec l'international. Les élites cherchent ainsi à influencer de nombreux aspects de la société, permettant ensuite de maintenir leurs privilèges. Généralement, les élites des pays d'Amérique centrale sont « anti-communistes » mais surtout contre tout mouvement ou politique de gauche qui pourrait menacer leurs avantages économiques et politiques. Les élites peuvent aller jusqu'à provoquer des coups d'États lorsque le système politique change trop rapidement sans leur approbation. Ces exemples montrent clairement leur puissance dans leur pays respectif (Bull, 2014, pp.117-124). Il est donc possible ici d'observer à quel point un petit acteur arrive à détenir un rôle important dans le fonctionnement politique de leur pays.

Ce coup d'État aurait ainsi permis de défendre les intérêts économiques des élites mais également leur statut de puissance au gouvernement hondurien (Lambert, 2010). En effet, cette élite exerce au Honduras « un contrôle considérable sur l'économie, le système judiciaire et les institutions politiques du pays » (Lambert, 2010). Étant donné que les politiques de Zelaya allaient trop à l'encontre des intérêts de cet acteur économique, une réaction eu lieu. L'élite hondurienne détient une relation étroite avec les multinationales états-uniennes présentes au Honduras, celle-ci sera expliquée plus loin dans l'analyse. Cependant, les deux acteurs ensemble détiennent une force

importante. L'Association Industrielle Nationale (ANDI) ne pouvait pas résister aux pressions exercées par l'élite depuis l'instauration des nouvelles politiques de Manuel Zelaya et se devait donc de « représenter les intérêts des firmes étrangères au Honduras » (Lambert, 2010). La pression était trop forte de la part des multinationales états-uniennes et de l'élite hondurienne, obligeant ainsi l'ANDI à s'adapter à ces acteurs puissants. Comme l'explique l'ANDI, « les intérêts de l'élite ne sont pas négociables » (Lambert, 2010). Par ses actes, le Président Manuel Zelaya a réveillé un acteur puissant du Honduras.

L'objectif du régime de facto après le coup d'État était de gagner du temps et de faire en sorte que la communauté internationale² se désintéresse du pays en attendant les élections qui arriveraient quelques mois plus tard en apportant une solution « démocratique » au désordre provoqué par le coup d'État (Lemoine, 2009). Il n'existait que deux choix possibles pour le vainqueur de ces élections : Elvin Santos du Parti Libéral ou Porfirio Lobo du Parti National, les deux étant des représentants des grandes familles « propriétaires » du Honduras (Lemoine, 2009). Le Front national de résistance populaire (FNRP) a été jusqu'à qualifier ces nouvelles élections comme étant « la continuation de la dictature imposée par l'oligarchie » (Lemoine, 2010).

Le lien entre l'élite hondurienne et les États-Unis se fait par les multinationales. Pour maintenir les intérêts de ses entreprises installées au Honduras, Washington créé une relation étroite avec cette classe sociale détenant un pouvoir important dans son pays.

² Le Brésil est intervenu dans de nombreuses crises politiques en Amérique latine depuis le début du 21^{ème} siècle. Ce fût en effet le cas au Honduras après le coup d'État de 2009. Le Brésil a été présent lors des différentes négociations concernant le retour de Manuel Zelaya mais également concernant « la tenue et la reconnaissance des élections présidentielles » suivant le coup d'État, « la reconnaissance du nouveau gouvernement, les conditions de sa réintégration au sein de l'Organisation des États américains et celle du retour définitif de Manuel Zelaya » (Daudelin, 2010, p.34). Voir Daudelin, J. (2010). Le Brésil comme puissance : portée et paradoxes. *Problèmes d'Amérique latine*, (4), 29-46.

3.2.1.1.2 Position des États-Unis : défendre ses multinationales sur le territoire hondurien

Deux positionnements se font sentir : d'un côté celui de l'ex-président Manuel Zelaya contre le coup d'État du 28 juin 2009 et de l'autre côté Washington et Roberto Micheletti, président qui a renversé Manuel Zelaya (August, 2009). Les États-Unis ont poussé à la réintégration de Manuel Zelaya dans les branches du gouvernement de Micheletti mais plus en tant que président (August, 2009). En effet, c'était une façon pour les États-Unis, de montrer leur désaccord avec le coup d'État et leur soutien au Président déchu mais de tout de même écarter ce dernier des décisions gouvernementales honduriennes. Cependant, Manuel Zelaya refusa. Les États-Unis ont, de toute évidence, voulu maintenir leur présence sur le sol hondurien en laissant leur commandement américain dans la base militaire mais également en maintenant un lien étroit avec « leurs alliés au sein de l'oligarchie et des militaires honduriens » (August, 2009). La première réaction du président Obama fut le rappel du respect impératif de la démocratie et de la primauté du droit sur le territoire hondurien (August, 2009). Cependant, il est possible d'observer assez rapidement que les États-Unis arrêteront d'utiliser le terme de « coup d'État » pour parler de l'évènement politique du 28 juin 2009 (August, 2009). Le magazine *Time* explique de son côté que lorsqu'un président est renversé et expulsé par les militaires, il s'agit toujours d'un coup d'État militaire, peu importe les acteurs qui prendront en main la gouvernance par la suite (Padgett, 2009). La réaction des États-Unis s'explique en prenant en compte leur législation propre.

Certaines sources journalistiques comme *Le Grand Soir* font donc référence à la législation étatsunienne pour comprendre le positionnement des différents acteurs. En

effet, si le coup d'État est considéré comme étant de nature « militaire », cela compliquerait la position des États-Unis et réduirait leur marge de manœuvre sur le territoire hondurien. Aucun fond ne peut être débloqué pour un gouvernement qui s'est emparé du pouvoir par un coup d'État militaire. Selon la législation américaine, les États-Unis ne pourraient donc plus donner une aide financière implicite aux putschistes du coup. En ne reconnaissant pas le coup d'État comme étant de nature militaire, les États-Unis peuvent ainsi mettre en avant l'éventuel problème constitutionnel du pays dont Manuel Zelaya serait alors le principal responsable, devant ainsi être mis à l'écart (August, 2009). Les États-Unis décident donc d'interpréter l'évènement à leur avantage, permettant ainsi d'avoir toujours un contrôle sur le pays. Il est possible ici de percevoir de l'impérialisme. Lorsque les États-Unis tentent d'être toujours présents sur le territoire hondurien, c'est exercer une sorte de domination sur le pays en imposant sa façon de faire (Guay, 2015). C'est la raison pour laquelle le terme de « coup d'État » n'est pas toujours utilisé pour faire référence à cet évènement au Honduras ce 28 juin 2009, ce qui explique les nombreuses versions d'un même épisode historique.

En effet, le Président américain Barack Obama ne mentionnera que très rarement le terme de « coup d'État » et adaptera ses propos en fonction du public auquel il s'adresse. Étant donné que Washington ne déclare donc pas ce coup d'État comme étant de nature « militaire », ils soutiennent les nouvelles élections du mois de novembre 2009 même si Manuel Zelaya ne revient pas au pouvoir (August, 2009). De cette manière, les États-Unis ne soutiennent pas directement le retour du président déchu ce qui fait perdurer le « doute » vis-à-vis du comportement politique de Manuel Zelaya et de ses « activités au plan juridique et constitutionnel qui ont conduit au coup d'État » (August, 2009). De plus, les médias contrôlés par les États-Unis au Honduras transmettent l'information selon laquelle Zelaya cherchait à prolonger son mandat via cette assemblée constituante (August, 2009).

Encore une fois, en ne qualifiant pas ce coup d'État comme étant « militaire », le président des États-Unis n'aura pas besoin de se déplacer devant le Congrès pour demander le retour de l'aide et du soutien au gouvernement hondurien. Ne faisant rien, la puissance étatsunienne garde sa présence sur le territoire hondurien et donc son influence sur l'orientation de la politique et l'organisation de la production économique (August, 2009). De plus, les États-Unis aideront la tenue des nouvelles élections du 29 novembre 2009 en participant directement à leur « organisation en collaboration avec les putschistes » (August, 2009). Ce coup d'État aurait eu également comme objectif de limiter les mouvements populaires visant à donner plus de droits et d'avantages au peuple et surtout de limiter l'accès du peuple au pouvoir politique (August, 2009).

Par leurs actions, les États-Unis défendent implicitement leurs multinationales bananières présentes sur le territoire, et maintient son lien étroit avec l'élite hondurienne en protégeant également leurs intérêts.

3.2.1.2 Conflit entre acteurs : une instabilité dans la séparation des pouvoirs

Dans son article « Public opinion and conflict in the separation of powers : Understanding the Honduran coup of 2009 », Michelle Taylor-Robinson (2013) apporte une autre interprétation de la situation, en se basant cette fois-ci sur la théorie de la séparation des pouvoirs. Dans les démocraties, la réelle gouvernance appartient à l'exécutif et est donc dominée par un petit groupe de personne. Ensuite, la gestion du pouvoir se fait par le développement de pratiques et de normes, qui s'ancrent dans les pratiques gouvernementales et ne changent plus beaucoup. Un système de séparation des pouvoirs se met donc généralement en place. Cependant, dans de nombreux pays d'Amérique latine, cet équilibre et ce contrôle entre les différentes

branches du pouvoir ne se fait pas toujours facilement (Taylor-Robinson et Ura, 2013, pp.105-106).

Après une étude plus approfondie du coup d'État au Honduras le 28 juin 2009, il semble que la crise n'ait pas été provoquée par les militaires dans le but de prendre le contrôle du gouvernement, mais plutôt dans le but d'établir des normes de séparation des pouvoirs institutionnels dans le cadre de la consolidation de la démocratie. La question posée par Taylor-Robinson et Ura est « pourquoi la séparation des pouvoirs hondurienne est-elle devenue un conflit entre les branches du gouvernement et a finalement mené à l'expulsion du président en place plutôt que d'avoir opéré dans les limites des contrôles constitutionnels ? ». L'objectif ici est d'expliquer pourquoi la séparation des pouvoirs va se développer pour freiner l'exécutif. En 2001, des conflits entre les branches du gouvernement ont eu lieu au Honduras, menant à une réelle crise en 2009. En effet, en 2001 une réforme constitutionnelle a changé le poids des différentes branches du gouvernement. L'autorité de l'exécutif a diminué, accordant plus de pouvoir au Congrès et à la Cour Suprême. Autrement dit, depuis cette année-là, chaque branche du gouvernement peut décider d'intervenir et d'affirmer son autorité à chaque prise de décision, pouvant ainsi avoir comme conséquence de générer plus de conflits. Ces changements perturbent sensiblement le fonctionnement « habituel » du Honduras dans lequel le Président a toujours eu une grande autonomie décisionnelle. Cette théorie de séparation des pouvoir vient de Montesquieu qui tentait d'expliquer que pour protéger la « liberté » et empêcher au pouvoir d'être entre les mains d'une personne, le pouvoir doit être divisé entre différents acteurs. Il se peut alors que les pouvoirs institutionnels « vérifient » le comportement du président, comme cela s'est passé au Honduras le 28 juin (Taylor-Robinson et Ura, 2013, pp.106-114).

Cette nouvelle réforme constitutionnelle mise en place en 2001 au Honduras limite les droits du Président en l'empêchant de contrôler le statut des autres politiciens mais donnant également une plus grande indépendance à la Cour et au Congrès. Dans la plupart des gouvernements centroaméricains, le président se trouve rarement dans une situation d'ingérence par rapport aux autres branches du gouvernement. En effet, en général, le Président détient la majorité des pouvoirs malgré la loi en vigueur. Dans les faits, malgré le système de séparation des pouvoirs mis en place, le Président occupe une place plus importante au sein du gouvernement. Au Honduras, les branches du gouvernement tel que le Congrès ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis de certaines décisions politiques prises par Zelaya, telles que l'adhésion à l'ALBA ou à Petrocaribe. Les partis conservateurs et les entreprises ont vu ces adhésions comme étant contraires aux intérêts commerciaux du Honduras mais également contraires à l'alliance entretenue avec les États-Unis depuis longtemps. Certains acteurs tentent d'imposer leurs lois dans le but de satisfaire leurs intérêts mais également de préserver les rapports entre le Honduras et les États-Unis. Les États-Unis sont donc toujours présents implicitement même lors de conflits politiques internes au Honduras par les liens qu'ils entretiennent avec certains acteurs sur le terrain. Cette présence « à distance » montre encore une fois la force de cette puissance impérialiste (Taylor-Robinson et Ura, 2013, pp.114-115).

Ces nouvelles « tentatives » de vérification de l'exécutif ont commencé les conflits entre les différentes branches détenant du pouvoir dans le pays, aboutissant aux conflits de l'année 2009. En effet, ce changement politique de Zelaya, et en particulier son alliance politique avec Hugo Chávez a fait face à une forte opposition. Ce nouveau comportement a fortement dérangé l'élite hondurienne, et les tentatives de Zelaya d'aller à l'encontre de ce contrôle institutionnel par les autres instances de pouvoir a créé un réel conflit au sein du gouvernement (Taylor-Robinson et Ura, 2013, pp.114-115).

Dès l'année 2008, des tensions ont pu être observées entre les différentes branches du gouvernement, autrement dit entre le Président Zelaya, le Congrès et les partis traditionnels. L'objectif de Zelaya n'était pas de s'attirer les foudres mais seulement de donner plus de droits aux citoyens honduriens dans les prises de décisions gouvernementales. Cependant, ce rapprochement avec le Venezuela a été perçu comme étant une rupture politique entre le Président et les autres institutions et acteurs importants. Une certaine vérification s'est donc installée pour contrôler les nouvelles politiques. Un élément déclencheur est également la cérémonie du 13 mars 2009 pendant laquelle Zelaya a exprimé son envie de prolonger son mandat. Cette information a changé tout le jeu politique en modifiant les préférences et les actions de tous les acteurs (Taylor-Robinson et Ura, 2013, p.116).

Cette crise constitutionnelle de 2009 au Honduras pourrait représenter une tension qui se produit régulièrement dans un système de séparation des pouvoirs. En divisant le pouvoir entre différents acteurs, l'objectif est de permettre un contrôle réciproque de chacun d'entre eux. Cependant, chaque branche du pouvoir tentera d'obtenir de plus en plus de poids. Avec ce système, ce sont aux acteurs eux-mêmes de limiter les actions de autres. Au Honduras, les États-Unis détiennent une place tellement importante et sont présents depuis longtemps sur le territoire qu'ils pourraient ainsi être l'un des acteurs qui se battent pour obtenir un certain pouvoir. Des tensions apparaissent souvent « dans les premiers stades du développement d'un système politique », lorsqu'il n'y a pas encore d'exemple clair de cette limite et séparation du pouvoir. Il arrive souvent que les acteurs détenant le pouvoir poussent les limites pour voir jusqu'où irait leur contrôle. Les acteurs « explorent l'étendue de leur autorité par essais et erreurs avant de parvenir à un équilibre réalisable » (Taylor-Robinson et Ura, 2013, p.119).

Dans le cas du Honduras, la Constitution à moins de 30 ans. De plus, les réformes concernant le renforcement de la représentation du Congrès sont également récentes, ce qui pourrait pousser le président à maintenir son « autorité exécutive ». Ce qui pourrait ainsi expliquer pourquoi les présidents ont tendance à contester l'autorité judiciaire, mais également pourquoi le peuple n'est pas totalement convaincu d'un changement institutionnel comme le proposait Manuel Zelaya. Zelaya aurait donc pu obtenir sa modification de la constitution sans que la Cour et le Congrès ne l'en empêche, s'il avait obtenu un soutien clair d'un autre acteur de pouvoir au Honduras, tels que l'élite, le peuple hondurien ou les États-Unis (Taylor-Robinson et Ura, 2013, p.119). Le jeu entre les différents acteurs peut donc être déterminant pour l'avenir politique et économique d'un pays. Le cas du coup d'État du 28 juin 2009 en est un bon exemple.

3.2.1.3 Influence des multinationales américaines : un impérialisme économique ?

Certaines recherches utilisent une approche économique pour analyser le cas du Honduras et l'éventuelle ingérence des États-Unis. C'est le cas de l'étude de Marcelo Bucheli qui tente d'expliquer l'impact des multinationales étrangères dans un pays en voie de développement. Cette étude nous permet de défendre l'hypothèse selon laquelle les multinationales seraient une forme de force impérialiste étatsunienne présente sur le territoire hondurien et ayant pu provoquer le coup d'État du 28 juin 2009. Pour comprendre cette hégémonie américaine, il faut analyser l'effet des multinationales étatsuniennes et leur influence sur la vie politique et économique du Honduras.

La compagnie ayant eu un impact important en Amérique centrale est, sans conteste, la United Fruit Company créée en 1870 (Schlesinger, 1983, p.65). En 1930, la United

Fruit Company est devenue la première société mondiale productrice de banane implantée en Amérique centrale (Bucheli, 2008, p.438). Entre 1900 et 1930, la compagnie a réussi à s'emparer de tous les concurrents, étrangers et locaux détenant ainsi 70% de la production de la banane, suivie de loin par la Standard Fruit Company (Bucheli, 2008, p.438). Au début du 20^{ème} siècle, les pays d'Amérique centrale se sont retrouvés dans la « sphère économique et politique américaine » (Bucheli, 2008, p.438). Cette présence dominante américaine dans la région fait que les gouvernements locaux s'y sont adaptés et ont tenté de plus en plus de s'y associer. En effet, ce phénomène se fit sentir par différentes actions des gouvernements d'Amérique centrale. Par exemple, de nombreux pays ont de plus en plus affaibli les positions et les partis politiques de gauche, mais ont également bloqué « des réformes sociales » qui affaiblissaient les avantages des « classes traditionnelles supérieures » (Bucheli, 2008, p.439). Ces pays ont donc, petit à petit, ouvert leurs portes à l'investissement américain (Bucheli, 2008, p.439). Ce phénomène « d'accommodement » vis-à-vis de cette puissance nord-américaine a conduit à de mauvaises conditions économiques (Bucheli, 2008, p.439). Les États-Unis ont également obtenu une puissance politique au Honduras, n'hésitant jamais à envoyer ses troupes militaires pour défendre ses investissements économiques sur le terrain (Bucheli, 2008, p.439). Au début du 20^{ème} siècle, 87% de l'économie au Honduras dépend des États-Unis (Bucheli, 2008, p.439).

En 1983, la position de domination de la multinationale United Fruit Company en Amérique centrale représenterait très clairement le capitalisme américain. L'entreprise détient quasiment la totalité de l'économie de ces petits pays, dont le Honduras. En 1930, la compagnie avait déjà accumulé un capital de 215 millions de dollars et détenait de nombreux terrains dans l'ensemble de l'Amérique centrale, ayant ainsi une grande influence sur les gouvernements en place. La United Fruit Company jouerait deux rôles différents, le premier contribue à l'amélioration des

conditions de vie des populations locales en construisant des hôpitaux, des logements ou encore des écoles (Schlesinger, 1983, pp. 65-71). Cependant, son autre rôle peut être qualifié de « paternaliste » dans le sens où l'entreprise étrangère impose ses attitudes « raciales » et ses valeurs occidentales, limite les profits des travailleurs indépendants et rachète les terres aux propriétaires locaux (Schlesinger, 1983, p.71).

Ayant l'appui du gouvernement et de l'élite local, la seule « opposition nationaliste » est la classe ouvrière. Cependant, ses mouvements de résistance dans le but de protéger les terres des propriétaires terriens ou encore le droit des travailleurs, ne sont pas vraiment pris en compte par le gouvernement hondurien (Bucheli, 2008, p.440). Cette période des Républiques bananières montre que plus l'instabilité règne au sein d'une démocratie, plus celle-ci s'adapte facilement aux intérêts des États-Unis et de la United Fruit Company (Bucheli, 2008, p.443). C'est également le moment où les intérêts des États-Unis, des multinationales bananières ainsi que des classes dirigeantes locales ont « coïncidé » (Bucheli, 2008, p.443). Cette « alliance » entre l'acteur économique étranger et les gouvernements locaux était déterminée par les conditions sociopolitiques de chaque pays mais également par la capacité de la compagnie à « générer des revenus et une stabilité économique aux gouvernements dirigeants » (Bucheli, 2008, p.443).

Selon Bucheli, la multinationale étatsunienne United Fruit Company représenterait assez bien l'impérialisme américain en Amérique centrale. Dans cette zone du monde, la compagnie détient de nombreux privilèges et un certain pouvoir en se liant aux dirigeants en place. Ces privilèges sont ceux accordés par le gouvernement permettant à ces multinationales de faire un maximum de profit tels que l'octroi des terres ou de la main d'œuvre peu coûteuse. De toute évidence, cette compagnie exerce un pouvoir important sur le gouvernement hondurien et contrôlent la majorité de l'économie du pays en s'emparant de la production de banane, richesse la plus

importante du Honduras. Cet « usage de la force » par ces compagnies américaines dans un pays aussi faible que le Honduras constituerait une forme d'économie dite « impérialiste » (Bucheli, 2008, pp.433-434).

Par ce concept « d'usage de la force », Marcelo Bucheli fait référence à la façon dont la multinationale américaine s'est imposée au Honduras par la construction de réseaux de production et de distribution de bananes entre l'Amérique centrale et les États-Unis. Cela s'est fait par la construction d'une grande infrastructure d'exportation comprenant des chemins de fer, des hôpitaux, des ports ou encore des logements sur les terres cultivables honduriennes. La United Fruit Company a alors utilisé la main-d'œuvre locale, de l'ordre de milliers de travailleurs honduriens. Dans le processus, cette entreprise a usé de sa force en dominant les gouvernements d'Amérique centrale, en contrôlant la concurrence, en bloquant les chemins de fer à leur propre utilisation, en ruinant les agriculteurs locaux, ou encore en dominant les travailleurs. Sur la base de toutes ces actions, Charles Kepner et Henry Soothill estiment que United Fruit Company est en partie responsable de la pauvreté du pays, du manque de démocratie et représenterait encore une fois « l'impérialisme américain » (Bucheli, 2008, p.434). En effet, tous ces exemples peuvent étayer la thèse de l'existence d'un impérialisme économique au Honduras. Il apparaît de manière assez évidente que de nombreuses décisions gouvernementales aient été prises en tenant compte des intérêts des États-Unis jusqu'à aujourd'hui.

Une relation s'est formée entre les multinationales américaines et les gouvernements centraméricains tout au long du 20^{ème} siècle. Cette « alliance » ne fonctionne que tant que les multinationales apportent des revenus et une stabilité économique. Dans ces circonstances, les entreprises, le gouvernement et l'élite hondurienne se rapprochent et s'opposent au mouvement ouvrier. Cette alliance est bouleversée lorsque le pays se trouve en difficulté économique et que la classe dirigeante et l'élite exigent un revenu

plus élevé (Bucheli, 2008, p.450).

Les élites honduriennes essayent de maintenir les structures sociales telles qu'elles sont pour maintenir leurs intérêts. En maintenant les liens qui existent entre les différents acteurs du Honduras, en gardant les relations telles quelles, les élites préservent leurs avantages et influence. À chaque changement trop important, l'élite essaiera de retourner à la situation économique et politique initiale. Cependant, cela peut avoir comme conséquence d'empêcher le développement de leur propre pays (Cardoso et Faletto, 1978, pp. 32-34).

Depuis longtemps, les multinationales bananières exercent une certaine pression sur le gouvernement hondurien. Un exemple évident est le comportement de la Standard Fruit Company en 1974. La multinationale décide de licencier 700 employés pour montrer son mécontentement vis-à-vis de l'augmentation de la taxe d'exportation des bananes. La compagnie a réussi à faire diminuer cette taxe de trois quarts par le gouvernement. En 1975, le Président hondurien Oswaldo López Arellano, reçoit 1 250 000 dollars de la multinationale actuellement appelée la United Fruit Company pour réduire l'impôt. Ces exemples montrent le pouvoir des multinationales américaines sur le territoire hondurien. Lorsque Manuel Zelaya décida d'augmenter le salaire minimum en le faisant passer de 126 euros à 202 euros, les multinationales réagirent assez rapidement (Lemoine, 2009). Les compagnies se sont plaint de ces nouvelles réformes concernant le travail et le salaire étant donné que cela allait affecter leur profit annuel (Kozloff, 2009). Elles ont alors fait appel au Conseil Hondurien de l'Entreprise privée (COHEP) qui soutient les multinationales et donne comme argument au gouvernement hondurien que s'il continue d'augmenter le salaire minimum, les employeurs seraient obligés de licencier leurs travailleurs et que cela aurait pour conséquence d'augmenter le taux de chômage national (Kozloff, 2009). Le COHEP a montré son soutien au régime de facto de Micheletti, « estimant

que les conditions politique au Honduras ne sont pas propices à un retour de Zelaya de son exil » (Kozloff, 2009).

Dès l'arrivée des compagnies bananières et de leur installation sur le territoire hondurien, les intellectuels de l'époque parlaient déjà « d'impérialisme ». Ce début des interventions américaines a fait émerger un courant anti-impérialiste au Honduras qui revendiquait la construction d'un État nation indépendant et la défense d'une autonomie et intégrité territoriale en Amérique centrale. L'historien Medardo Mejía explique que de nombreuses instabilités s'opèrent au Honduras à cause d'un conflit entre différents acteurs et leurs objectifs : les objectifs économiques des entreprises bananières, les aspirations politiques et présidentielles du gouvernement hondurien ainsi que les intérêts des États-Unis (Buchard, 2016, pp.38-41). À la fin du 20^{ème} siècle, au moment de la président de Ronald Reagan, les politiques de Washington ont contribué à une « fermeture de l'espace politique et du dialogue ». En voulant établir leurs conceptions américaines sur le territoire hondurien et à la population locale, ces politiques ont contribué à affaiblir le pays, en détruisant sa légitimité autant au niveau national qu'international (Shepherd, 1984, p.110).

La politique américaine avait différents objectifs différents lorsqu'elle décida d'intervenir au Honduras à la fin du 20^{ème} siècle (Shepherd, 1984, p.114). Par exemple, un objectif était d'intimider les pays voisins en crise tels que le Nicaragua ou le Salvador par sa présence militaire sur le territoire hondurien et donc sa facilité et rapidité d'intervention armée. Un autre objectif évident était de promouvoir un modèle économique du secteur privé par des investissements à l'étrangers. Le capitalisme économique serait, selon Ronald Reagan, le seul espoir de voir un jour un développement économique en Amérique latine. Le Honduras a clairement été l'élément central de la politique américaine dans cette région du monde en étant la

« clé géopolitique de la stratégie contre-révolutionnaire américaine en Amérique centrale » (Shepherd, 1984, p.115).

Les politiques de Reagan envers le Honduras ne concernent donc pas toujours le Honduras seulement mais également ses pays voisins. L'élite hondurienne détient un rapport de dépendance avec les États-Unis, tant sur le plan économique que politique. La « fonction » principale de cette élite était de fournir à l'administration de Washington les conditions politiques requises pour le capital étranger et de placer les États-Unis dans une position favorable dans leur politique étrangère en échange d'aide et de soutien. En définitive, l'élite hondurienne n'a jamais eu de véritable « programme politique et économique pour le Honduras ni aucune position autonome dans la société hondurienne » mais elle a tout de même « permis que les politiques extérieures et internes » du Honduras soient dirigées par les États-Unis. L'élite hondurienne a donc tout fait pour obtenir une aide militaire et un rôle clé dans la médiation entre les pays et les intérêts étrangers. En effet, si l'économie hondurienne fonctionne bien, l'élite s'enrichit étant donné son lien étroit les multinationales états-uniennes présentes au Honduras. Par une économie « massive », l'élite maintient ses avantages et sa richesse. Malgré les promesses de la politique américaine de Reagan visant une consolidation de la démocratie hondurienne, une réorganisation de l'économie pour un « meilleur bien-être socio-économique » et une meilleure stabilité sociale, les conséquences de ces interventions américaines dans les affaires honduriennes n'ont pas été toujours positives. En effet, les « institutions et les pratiques démocratiques » ne sont plus réellement ancrées dans le fonctionnement du pays, les violations des droits de l'homme sont de plus en plus importantes et la stabilité économique et sociale du Honduras est faible et incertaine. Les États-Unis sont donc « enracinés » dans les structures du pays depuis longtemps et il semble aujourd'hui difficile de s'en détacher (Shepherd, 1984, pp.123-136).

3.2.2 Ingérence

3.2.2.1 De l'impérialisme à l'ingérence étatsunienne

Le Honduras s'est donc retrouvé au début du 20^{ème} dans une situation économique qui permit la domination par des entreprises étrangères. C'est dans les années 1950 que la « modernisation capitaliste » a commencé à se développer dans le pays (Gordon et Webber, 2013, p.19). Les États-Unis ont, par l'implantation de leurs multinationales bananières au Honduras, créé un genre « d'économie capitaliste » sur le territoire hondurien. La position de domination de ces entreprises étrangères capitalistes au Honduras montre une réelle forme d'impérialisme. D'après Marco Gandásegui, l'impérialisme serait la « lutte entre les États-nations capitalistes pour dominer le système mondial capitaliste en expansion » (Gandásegui, 2006, p.47). Autrement dit, un comportement « impérialiste » peut être détecté lorsqu'une nation montre une volonté d'expansion de son capital mais que cette expansion entrerait en contradiction avec une autre nation et sa politique respective (Gandásegui, 2006, p.47). L'impérialisme bloquerait « le développement des forces productives » des pays moins développés (Gandásegui, 2006, p.47). À partir de cet impérialisme, il est possible d'expliquer le processus qui mènera à de l'ingérence de la part des États-Unis sur l'État hondurien.

Lorsque qu'une puissance extérieure intervient dans la sphère politique d'un État pour en modifier la gouvernance, la souveraineté de cet État se voit limitée. La question est alors de se demander, comment un État peut être indépendant si une ingérence qui se présente comme étant un « droit » à respecter impose une autre « gouvernance » ? Au Honduras, il semble donc que le coup d'État ait été imposé par

des acteurs non-politiques et étrangers, détenant donc un pouvoir d'ingérence sur la politique hondurienne. Cependant, les États-Unis détiennent une relation particulière avec le Honduras depuis longtemps, détenant le rôle « d'allié ». Dans ce cas, il pourrait s'agir d'une « gouvernance par la coopération ». Il s'agit donc d'une coopération entre les deux acteurs, dans différents domaines politiques, économiques ou sociaux dans le but d'aider l'État se trouvant dans une position de faiblesse par rapport à l'autre État « intervenant ». Ce genre de gouvernance « crée une illusion d'un partage des espaces de souveraineté » et semble alors laisser la place à une certaine indépendance. Mais il est possible également qu'il s'agisse d'un « rétrécissement de l'espace de la souveraineté » (Jorge, 2007, pp.388-390). C'est ce qui semble être le cas au Honduras. Par sa présence sur le territoire hondurien les États-Unis s'imposent dans la politique et les prises de décision malgré le fait qu'ils tentent de se présenter comme « allié ».

De toute évidence, comme nous l'explique Manuel Jorge, « la gouvernance est un pilier de l'indépendance ». Si un État extérieur intervient dans la gouvernance d'un autre pays, ce dernier perd de son indépendance et de son pouvoir sur son propre territoire. Dans le cas des États-Unis par rapport au Honduras, il s'agirait davantage d'ingérence comme étant un « frein à la gouvernance ». De plus, il semblerait que lorsqu'un pays présente une faiblesse dans sa gouvernance, comme cela a pu être le cas au Honduras sous la présidence de Manuel Zelaya, il est plus probable d'observer l'apparition d'acteurs en recherche de pouvoir. En effet, en changeant fortement l'orientation politique du Honduras présente sous ce modèle de « droite » depuis longtemps, Manuel Zelaya a créé une instabilité au sein de son gouvernement laissant ainsi plus de place à une possible ingérence étrangère. Ainsi, « l'ingérence ne s'exerce que lorsqu'il y a mauvaise gouvernance » (Jorge, 2007, p.390). La bonne gouvernance renforce le lien social et la « légitimité » des gouvernants (Jorge, 2007, pp.388-390).

De plus, si la population perçoit une incohérence, la gouvernance perd de sa stabilité. Le manque de transparence des politiques vis-à-vis du peuple créé une faiblesse pour le gouvernement. En effet, « la distance qui sépare les gouvernants des gouvernés sont à la base des révoltes et coups de force » (Jorge, 2007, p.391). Une « bonne » gouvernance prend également en compte toutes les réalités sociales de son pays. Au cours de son mandat, le Président Manuel Zelaya prendra en compte le peuple lorsqu'il décidera de lui accorder plus de poids dans les politiques mais également plus de droits. Cependant, il prendra beaucoup moins en compte d'autres acteurs tels que son élite locale mais également les multinationales bananières américaines. De toute évidence, en allant à l'encontre des avantages de ces deux acteurs détenant beaucoup plus de poids par rapport au peuple hondurien très pauvre et peu instruit, ils seront plus aptes à réagir contre cette « nouvelle » gouvernance (Jorge, 2007, p.391).

Cette « mondialisation capitaliste » en Amérique latine a eu comme effet d'augmenter la richesse de certains pays, ainsi que le profit économique. Cependant, cela a également eu des conséquences inattendues telles que la transformation des anciennes classes sociales « oligarchiques » en élites dont les intérêts sont orientés vers international augmentant ainsi les inégalités et la pauvreté. Dès les années 1980 et 1990, les mouvements révolutionnaires des populations locales furent rapidement estompés par les élites locales et internationales, mais également par « l'interventionnisme nord-américain ». Finalement, cette mondialisation économique a diminué le poids des mouvements populaires et a favorisé l'émergence de différents acteurs tels qu'une nouvelle classe de « capitalistes transnationaux » et des élites politiques et économiques dans ces pays d'Amérique centrale. Ces élites furent donc plus intéressées par une économie mondiale étant donné que l'enrichissement de ces dernières se fait surtout avec des acteurs économiques étrangers comme les États-Unis. Ces élites sont des groupes dominants de leur pays et ont pris « le contrôle des États et des institutions capitalistes de leurs pays respectifs, renforçant la dynamique

d'intégration au marché global ». Cette nouvelle « génération d'élites et de capitalistes » a changé de nombreuses choses dans le domaine de l'économie nationale des différents pays. Par exemple, elle a poussé à la baisse des salaires mais a également donné la priorité aux entreprises multinationales dans l'accès aux ressources naturelles mais aussi aux terres les plus fertiles (Robinson & al., 2013, pp.15-16).

Les États-Unis se sont petit à petit incorporé dans cet État hondurien, soit directement, soit par l'intermédiaire d'acteurs locaux en agissant principalement sur l'économie du pays. Les États-Unis n'ont pas forcément besoin d'être présents sur le territoire hondurien étant donné qu'ils ont conclu des alliances avec les élites locales qui ensuite se chargent de contrôler les choses de l'intérieur (Cochrane, 1985, p.758). Leur position défendue est toujours celle du « sauveur » qui intervient avec l'objectif d'aider le pays dans ses difficultés politiques et économiques. La société hondurienne détient un développement socio-économique particulier, dans lequel se trouve des traces de l'ingérence politique et économique nord-américaine. L'impérialisme étasunien aurait renforcé la vulnérabilité et la faiblesse des classes sociales hondurienne. Il est possible de conclure ici que les États-Unis, par ce comportement impérialiste, exerce une certaine ingérence dans les affaires hondurienne et expliquerait ainsi leur rôle dans le coup d'État du 28 juin 2009. Par cette réflexion, il est possible de comprendre le comportement des États-Unis et leur réelle place en Amérique centrale.

Pour obtenir une compréhension globale de l'histoire de ce petit pays d'Amérique centrale, il est indispensable de prendre en compte le lien entre les intérêts géopolitique et les entreprises "de l'impérialisme américain" présentes sur le territoire hondurien. L'objectif est donc de mettre en comparaison la société "capitaliste industrielle des États-Unis" et la "société agraire" hondurienne au cours du 20^{ème}

siècle et de comparer leur évolution respective. Il est alors possible de démontrer l'hégémonie américaine sur la société et l'État hondurien et encore plus lorsque le pays se trouve en situation de crise. Cette relation étroite a débuté avec la signature du Traité général de Paix et d'Amitié (1907) entre les États-Unis et les pays d'Amérique centrale, permettant ainsi une ingérence "diplomatique et politique" de la part des États-Unis dans ces pays (Buchard, 2013, pp.227-229).

Cette ingérence se fait sentir lorsque les partis politiques honduriens commencent à vendre leur pays aux compagnies bananières dans le but de renforcer leur succès politique. Autrement dit, les compagnies bananières américaines ont commencé à payer les partis politiques dans le but d'obtenir un soutien et des conditions économiques favorables. En agissant ainsi, les multinationales étatsuniennes se créent une position de force au sein du pouvoir dans un pays étranger. Ces échanges "d'intérêts" entre les acteurs politiques honduriens et les entreprises multinationales américaines se fait dans les deux sens. Cette ingérence américaine prend donc une forme particulière étant donné que le gouvernement hondurien tire également des avantages de cette présence américaine sur son territoire. Parfois ce sont les politiciens font appel aux entreprises pour augmenter leur pouvoir politique et parfois ce sont les entreprises qui interviennent dans la sphère politique pour obtenir leurs avantages économiques. Les intérêts géopolitiques des États-Unis se combinent ainsi avec les intérêts des multinationales, les deux pouvant alors exercer une pression sur le pays. Ceci reflète l'incapacité du Honduras à gérer son pays et à exercer une certaine hégémonie politique sur son propre territoire. Ce processus de domination qui se traduit par un interventionnisme clair s'opère donc dans les relations économiques mais également dans les dynamiques socio-politiques (Buchard, 2013, pp.229-230).

Cette puissance d'influence de la part des compagnies bananières provient d'un côté de leur puissance économique sur le territoire hondurien mais également de tous les avantages que leurs accorde le gouvernement hondurien. Ceux deux éléments leur permettent donc d'exercer une intervention forte sur la politique au Honduras et sur le fonctionnement du pays ce qui explique ensuite l'instabilité sociale et politique du pays. Les relations de dépendance sont, de toute évidence, le résultat d'un processus de domination dans lequel certains acteurs d'un l'État puissant abusent d'une nation plus faible économiquement. Cette incapacité de l'État hondurien d'établir une certaine hégémonie se traduirait par une incapacité de "résistance aux différentes formes de pression" du pouvoir des entreprises étrangères sur son territoire. Finalement, la dynamique "socio-économique" du Honduras est stimulée par des intérêts étrangers, et donc par les entreprises étrangères et leurs investissements dans l'économie locale. Ceci peut expliquer le caractère "dépendant" de l'État hondurien par rapport à des acteurs étrangers tels que les États-Unis (Buchard, 2013, p.232).

En effet, les États-Unis ont de nombreux « clients » dans la région d'Amérique centrale et, si l'un d'entre eux décide d'exercer plus d'autonomie en changeant certaines politiques concernant la redistribution des richesses par exemple, les États-Unis interviennent rapidement. L'intervention militaire américaine s'organise assez rapidement pour aller « rétablir » la situation dans le pays en question qui menace ses intérêts économiques. De toute évidence, la nouvelle politique « progressiste » de Manuel Zelaya ne plut pas aux États-Unis, expliquant qu'ils soient alors en faveur du coup d'État du 28 juin 2009. De plus, le nouveau Président Porfirio Lobo élu au moment des élections en novembre 2009 est un élément clé dans la « stratégie américaine » en Amérique centrale. Le gouvernement hondurien se doit d'être un allié auprès des États-Unis, leur permettant de « protéger leurs propres intérêts au sein d'une politique étrangère impérialiste » (Núñez, 2013, pp.12-14). Lobo a affirmé vouloir redresser le pays et réinstaurer l'État de droit. Cependant, selon le Front de

Résistance contre le Coup d'État, Lobo « incarne une continuité putschiste » étant donné qu'il décide de rétablir le lien avec les États-Unis (Passave, 2010). Deux jours après l'arrivée de Lobo à la présidence et l'exil officiel de Zelaya, les États-Unis ont envoyé 30 millions de dollars au Honduras et ont affirmé vouloir reprendre « leur assistance économique » (Duval, 2010). De toute évidence, Lobo a repris en main la relation avec les États-Unis au moment de sa présidence, pouvant avoir comme conséquence l'influence des États-Unis sur ses politiques.

Les décisions de Micheletti, mais plus particulièrement de Lobo, se détachent des politiques de Zelaya parce qu'elles se rapprochent des volontés états-uniennes. En effet, en changeant l'orientation politiques du Honduras, Zelaya a fait réagir les États-Unis. Ces derniers ont voulu changer les règles du jeu via certains acteurs du « nouveau » gouvernement dont Micheletti, mais surtout Lobo. Ceci montre clairement la puissance des États-Unis sur le gouvernement hondurien, et comment ils arrivent à s'imposer à travers d'autres acteurs. Ce comportement est la preuve certaine qu'un comportement d'ingérence s'est opéré au Honduras durant cette année 2009.

Lorsque nous parlons d'ingérence des États-Unis, nous voulons faire référence à l'entrée de cette puissance mondiale dans les affaires intérieures du Honduras. Finalement, en regardant l'histoire des États-Unis avec les pays d'Amérique latine, nous pouvons observer qu'il s'agit principalement d'un « expansionnisme par le contrôle économique et politique ». Cette puissance mondiale s'est donné l'autorisation d'intervenir à sa guise sur ces territoires, gouvernements et économies d'Amérique latine. Par la puissance de son capital mais également de ses forces armées, les États-Unis ont réussi à créer une sorte de dépendance faisant en sorte que ces pays dépendent d'eux. La présence militaire sur le terrain étranger est l'un des moyens directs et évidents, cependant des moyens plus discrets existent également

tels que l'intrusion dans l'économie et la politique de ces pays. De cette manière, les États-Unis ont souvent eu leur mot à dire, explicitement ou implicitement, dans le fonctionnement politique de ces différents pays d'Amérique latine dont fait partie le Honduras. La souveraineté de ce petit pays pauvre en position de faiblesse tant sociale qu'économique n'a donc pas toujours été respecté. Ceci pourrait être un exemple nous montrant que les États-Unis se sont souvent occupés des affaires du Honduras, et qu'ils pourraient donc avoir joué un rôle important le 28 juin 2009 étant donné sa forte influence. Dans l'histoire du Honduras, un long chapitre concerne le rôle joué par les États-Unis (Rojas-Fonseca, 2013, pp.232-243).

CONCLUSION

4.1 Le cas hondurien dans la perspective postcoloniale des relations internationales

Comme conclusion, nous pouvons répondre à la question de recherche : « Pouvons-nous parler 'd'ingérence étasunienne' dans la mise en œuvre du coup d'État au Honduras le 28 juin 2009 ? Pourrions-nous interpréter le rôle de l'élite hondurienne dans cet évènement politique comme étant le lien étroit entre cette 'république bananière' et la puissance nord-américaine ? ».

Tout au long de cette recherche, nous avons pu confirmer notre hypothèse de départ selon laquelle le coup d'État au Honduras le 28 juin 2009 est le résultat de l'intervention des forces impérialistes étatsuniennes. En effet, à l'aide de la théorie postcoloniale et des différents concepts s'y rapportant, nous avons pu observer l'influence, la place et le pouvoir des États-Unis sur ce petit pays d'Amérique latine. Cette puissance nord-américaine exerce une forme d'impérialisme sur le Honduras, par l'intermédiaire de ces multinationales bananières mais également via un acteur clé du fonctionnement politique et économique hondurien : l'élite locale hondurienne.

L'objectif de cette recherche a été de comprendre comment un évènement politique, historique et social a pu avoir autant d'impact sur l'avenir de ce petit pays, en aggravant les faiblesses du bipartisme présent depuis longtemps, en faisant ressortir la faiblesse démocratique du Honduras, en mettant davantage en évidence la division sociale profonde et l'absence de consensus politique. L'analyse de ce coup d'État nous permet également de comprendre que la richesse et le pouvoir reviennent à une petite poignée de personnes, que les acteurs puissants se battent pour défendre leurs

intérêts et ce, même s'il peut y avoir des conséquences pour la population locale hondurienne. Les pratiques clientélistes dominent, le manque de « projet social collectif » se fait sentir et les projets gouvernementaux se dirigent vers les exigences des leaders politiques, militaires et économiques. Toutes ces réalités montrent la complexité d'un événement comme le coup d'État du 28 juin 2009 et la crise qui en découle. Il est donc intéressant de l'analyser sous divers « angles et perspectives » (Barahona, 2010, p.24). Lors de cette recherche, nous avons pu analyser l'angle politique, prenant en compte le système politique hondurien pour comprendre le rôle des différents acteurs de pouvoir. L'angle économique a également été abordé en remettant la place des multinationales bananières états-uniennes dans le contexte de l'économie hondurienne et finalement la perspective sociologique qui nous a permis de comprendre les différentes classes sociales honduriennes dans lesquelles l'élite détient une place importante.

Au Honduras, l'État est à la merci de l'élite civile nationale. En effet, la règle de droit est une « fiction constitutionnelle » qui a été construite et donne une « apparence démocratique » où les différentes branches du pouvoir sont placées « au service de l'élite politique ». Finalement, depuis la fin du 20^{ème}, le bipartisme hondurien est devenu le « modèle hégémonique politique » du pays donc l'objectif principal est d'exercer un contrôle sur l'État mais également les autres institutions gouvernementales. De cette manière, ce bipartisme assure ainsi des « avantages et des privilèges à une petite élite » lui permettant de prendre de plus en plus de pouvoir. Cette élite finit par détenir une grande partie de la petite richesse de ce pays en voie de développement. Ce bipartisme est finalement un « régime de privilèges » et exerce une domination dans plusieurs domaines tels que politique, économique et social. De toute évidence, les institutions publiques au Honduras ne défendent pas « l'intérêt général de la société » mais celui des intérêts « particuliers des élites qui gouvernent les structures » du pouvoir. Ces élites imposent leur propre « agenda

politique et économique » et tirent de l'État un enrichissement personnel illégal mais également une position de force au milieu des différentes classes sociales honduriennes (Barahona, 2010, pp.26-48). Ce fonctionnement peut être la preuve d'une « mauvaise » gouvernance dans le sens où le pays est dirigé par un acteur qui a réussi à prendre une place plus importante créant un déséquilibre dans la séparation des pouvoirs. Finalement, cette mauvaise gouvernance permet à l'ingérence de prendre place au Honduras (Jorge, 2007). L'évènement du 28 juin 2009 a été un exemple démontrant que lorsqu'un pays ne détient pas une politique solide et structurée, il laisse la possibilité à d'autres nations d'entrer dans ses affaires économiques ou politiques.

L'histoire que les États-Unis entretiennent avec le Honduras, mais également avec les différents pays d'Amérique centrale, permet de comprendre sa position par rapport à cet évènement politique. Cet acteur économique mondial puissant a, de toute évidence, voulu protéger ses multinationales présentes sur le territoire hondurien et maintenir son profit économique à l'étranger. Ne pouvant donc pas toujours être présent au Honduras, une relation s'est créée avec d'autres acteurs tels que l'élite hondurienne. Des alliances se forment donc entre différents acteurs, entre différentes classes sociales dans le but de maintenir les intérêts des « puissants ». L'instabilité économique et politique du Honduras ont rendu la tâche plus difficile au Président Manuel Zelaya. Ce dernier a dû s'adapter et changer les règles pour le bon fonctionnement du pays. Ce faisant, le président a réveillé différents acteurs puissants capables de modifier les règles du jeu.

En effet, il a été possible d'observer que les intérêts de nombreux acteurs ont été défendu en provoquant le coup d'État ; celui du gouvernement américain, des élites honduriennes, des multinationales étatsuniennes, mais également du gouvernement hondurien. Pour comprendre un évènement historique et politique, il est donc

intéressant d'observer les différentes alliances de classes. C'est ce que nous proposait la théorie postcoloniale des relations internationales. Le conflit entre différents acteurs de pouvoir peut ainsi créer une crise politique par une intrusion dans le territoire d'un autre acteur. Cet événement perçu par la théorie postcoloniale nous propose une autre version des faits, une compréhension plus globale incluant les différents liens entre plusieurs domaines : politiques, sociaux et économiques.

Les États-Unis détiennent donc un statut particulier par rapport à ce petit pays d'Amérique latine et exerce un certain pouvoir « impérialiste » malgré qu'ils soient finalement la seule puissance mondiale alliée du Honduras. Les protagonistes du coup d'État seraient ainsi des acteurs provenant d'une « tradition politique » et historique présente au Honduras depuis la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. Pour conclure, la concentration exclusive du pouvoir mais également de la richesse nationale dans les mains des partis politiques et de l'élite ont manipulé « la volonté des institutions de l'État » (Barahona, 2010, pp.23-32).

Tout au long de ce mémoire, il est possible d'observer que lorsqu'une puissance impérialiste, ici les États-Unis, est présente dans un autre pays sur une longue période de temps, cet impérialisme peut devenir de l'ingérence à certains moments clé de la vie du pays dans lequel intervient la grande puissance, ici le Honduras.

Finalement cette recherche peut être vue comme un apport de la théorie postcoloniale des relations internationales étant donné qu'elle propose un autre angle d'analyse pour comprendre la relation entre deux pays et comment une puissance mondiale telle que les États-Unis peut être présente, parfois de manière implicite, dans les affaires politique et économique d'un pays en voie de développement. En effet, pour comprendre un événement dans son intégralité, il faut prendre en compte tous les acteurs et non uniquement les « dominants » souvent priorisés dans la littérature

classique dite « conventionnelle », ce que nous permet de faire la théorie post-colonialiste (Benessaïeh, 2010, pp.4-12). Les poids des différents acteurs ont donc été mis en perspective dans ce travail. En outre, pour approfondir cette recherche, il serait intéressant de se demander si le rôle des compagnies bananières au Honduras était une condition nécessaire ou suffisante au coup d'État du 28 juin 2009.

Pour terminer, la situation politique sociale et économique du Honduras à l'heure actuelle est le résultat du coup d'État du 28 juin 2009 mais également de l'accumulation des crises qui ont frappé le pays au cours des deux derniers siècles (Barahona, 2010, p.47). L'état actuel du pays résulte également de l'évolution des différentes relations entre le Honduras et certains acteurs précis tels que les multinationales américaines productrices de bananes, l'élite locale hondurienne et les États-Unis.

ANNEXE B

TAUX D'EXPORTATION DE LA BANANE AU HONDURAS (1970-2010)

	PIB Honduras en millions de \$US	Taux d'exportation des bananes en milliers de \$US	Taux de l'exportation de bananes envoyée aux USA en milliers de \$US	Proportion en % contrôlée par les compagnies états-uniennes
1970	723	71 304	-	-
1990	3 048	351 370	-	48%
2000	7 103	172 000	89 000	52%
2009*	14 486	214 000	184 000	86%
2010	15 729	237 000	200 000	84%

* année du coup d'État du 28 juin 2009

Sources: The observatory of economic complexity, "Exportaciones de Honduras". Repéré le 10 août 2017 dans http://atlas.media.mit.edu/es/visualize/tree_map/hs92/export/hnd/show/0803/2010/

Atlas de statistique sur les pays, « Honduras : Banane - Pays exportateurs ». Repéré le 10 août 2010 dans <https://fr.actualitix.com/pays/hnd/honduras-banane-exportations.php>

Food and agriculture organization of the United Nation (FA), « Les pays exportateurs de bananes ». Repéré le 10 août 2017 dans <http://www.fao.org/docrep/007/y5102f/y5102f05.htm>

BIBLIOGRAPHIE

- Acqueros, J-G. et Demoustier, A. (1981). « Amérique centrale : les raisons d'une crise » in : *Politique étrangère*, n°3, 46^eannée. pp.691-698. Repéré le 15 mai 2017 dans http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1981_num_46_3_3073
- Amselle, J. L. (2008). *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*. Paris : Stock.
- August, A. (2009). Honduras - Des points de vue constants de part et d'autre qui convergent vers une seule solution : l'Assemblée constituante. *Le Grand Soir*. Repéré le 23 mars 2017 dans <https://www.legrandsoir.info/Honduras-Des-points-de-vue-constants-de-part-et-d-autre-qui-convergent-vers-une-seule-solution-l-Assemblee-constituante.html>
- Avila, D. et Federico, C. (2011). Honduras: Bipartisme, Représentation et la Construction d'une Citoyenneté Démocratique, *UNIEURO*, Brasília, numéro 8, 2011, pp. 167-188.
- Bähr Caballero, K. (2009). Au-delà de Zelaya : les enjeux du coup d'État pour la démocratie hondurienne. *Cahiers des Amériques latines*, (60-61), 07-12. Repéré le 2 juillet 2017 dans <http://cal.revues.org/1353>
- Banana Republic. (2017). Dans *Collins English Dictionary on line*. Repéré le 14 mai 2017 dans <https://www.collinsdictionary.com/dictionary/english/banana-republic>
- Barahona, M. (2005). *Honduras en el siglo XX: Una síntesis histórica*. Editorial Guaymuras.
- Barahona, M. (2010). Estado oligárquico, crisis política y corrupción pública. *El Golpe de Estado en Honduras desde una Perspectiva de los Derechos Humanos. El Progreso, Yoro*: Editorial Casa San Ignacio, 23-49.

- Battistella, D. (2003). *Théories des relations internationales*. Paris, France : Presses de Sciences Po.
- Battistella, D. (2011). L'Occident, exportateur de démocratie. *Politique étrangère*, (4), Paris, p.813-824.
- Battistella, D. (2012). *Théories des relations internationales*. 4^e éd. Paris, France : Presses de Sciences Po.
- BBC Mundo. (2009). Micheletti : es una 'transición legal' », *BBC Mundo*. Repéré le 7 août 2017 dans http://www.bbc.com/mundo/america_latina/2009/06/090628_2312_honduras_micheletti_rb.shtml
- Benessaïeh, A. (2010). La perspective postcoloniale. Voir le monde différemment. *Théories des relations internationales : contestations et résistances*. Montréal, Athéna/Centre d'études des politiques étrangères et sécurité (CEPES).
- Boizette, P. (2013). Introduction à la théorie postcoloniale. Repéré le 17 janvier 2017 dans www.revue-silene.com/images/30/extrait_174.pdf
- Buchard, E, G. (2013). Relaciones Estados Unidos-Honduras: Hegemonía o dominación. *Revista de Historia*, (20), 227-235.
- Buchard, E, G. (2016). El discurso antiimperialista y la denuncia a la intervencion en Honduras en el boletin de defensa nacional. *Revista Senderos Universitarios*, (01), 38-50.
- Bucheli, M. (2008). Multinational corporations, totalitarian regimes and economic nationalism: United Fruit Company in Central America, 1899–1975. *Business History*, 50(4), 433-454.
- Bull, B. (2014). Towards a political economy of weak institutions and strong elites in Central America. *European Review of Latin American and Caribbean Studies Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, (97), 117-128.

- Cardoso, F-H. et Faletto, E. (1978). *Dépendance et développement en Amérique latine*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Charbonneau, G. (2014). La défense des droits humains au Honduras après le coup d'État de 2009 : un discours historiquement situé. Dans Thede, N., et Dufour Poirier, M. (dir.), *L'Amérique latine : laboratoire du politique autrement*. Canada : Presses de l'Université du Québec.
- Charbonneau, G., (2013). Résistances et processus de légitimation étatique : le discours des droits humains au Honduras à la suite du coup d'État du 28 juin 2009. Québec : mémoire de maîtrise, *Université du Québec à Montréal*.
- Chayes, S. (2017). « When corruption is the operating system – The case of Honduras », *Carnegie Endowment for International Peace*, Massachusetts. http://carnegieendowment.org/files/Chayes_Corruption_Final_updated.pdf
- CIDOB. (2014). « Manuel Zelaya Rosales », *Barcelona Centre for International Affairs*. Repéré le 26 mai 2017 dans https://www.cidob.org/biografias_lideres_politicos/america_central_y_caribe/honduras/manuel_zelaya_rosales
- Cochrane, J. D. (1985). Perspectives on the Central American crisis. *The MIT Press*. Repéré le 10 juillet 2017 dans <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/stable/pdf/2706722.pdf?refreqid=excelsior:990045b81265cdbeaf5760ded92bce5a>
- Countrymeters, 2016, « Honduras Population », *Countrymeters*. Repéré le 9 novembre 2016 dans <http://countrymeters.info/fr/Honduras>
- Coup d'État. (s.d). Dans *Dictionnaire Larousse en ligne*. Repéré le 12 avril 2017 dans <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/%C3%89tat/31318/locution?q=coup+d%27Etat#162202>
- Coup in Honduras. (2009). *Economic and Political Weekly*, 44(40), 7-7. Repéré le 10 avril 2017 dans <http://www.jstor.org/stable/25663644>

- Cunha Filho, C. M., Coelho, A. L., & Pérez Flores, F. I. (2013). A right-to-left policy switch? An analysis of the Honduran case under Manuel Zelaya. *International Political Science Review*, 34(5), 519-542.
- d'Ans, A. M. (1997). *Le Honduras: difficile émergence d'une nation, d'un Etat*. KARTHALA Editions.
- Daudelin, J. (2010). Le Brésil comme puissance: portée et paradoxes. *Problèmes d'Amérique latine*, (4), 29-46.
- De Gaudemar, M. (2005). Relativisme et perspectivisme chez Leibniz. *Dix-septième siècle*, (1), 111-134.
- Defarges, P. M. (2006). Introduction. De l'ingérence impériale à l'ingérence démocratique. *Nouveaux Débats*, 9-16.
- Demyk, N., Garibay, D., Lara, O. (2016). Universalis, « Honduras », *Encyclopædia Universalis*. Repéré le 8 octobre 2016 dans <http://www.universalis.fr/encyclopedie/honduras/>
- Dudley, S. (2015). "Why Elites Do Business with Criminals in Honduras", *Insight Crime*. Repéré le 20 juin 2017 dans <http://www.insightcrime.org/news-analysis/why-elites-do-business-with-criminals-in-honduras>
- Dudley, S. (2016). "Honduras Elites and Organized Crime", *Insight Crime*. Repéré le 24 juin 2017 dans http://www.insightcrime.org/images/PDFs/2016/Honduras_Elites_Organized_Crim
- Dufour, J. (2009). Le coup d'État au Honduras : un autre épisode des guerres impériales en Amérique latine. Repéré le 3 février 2017 dans <http://www.mondialisation.ca/le-coup-d-tat-au-honduras-un-autre-pisode-des-guerres-imp-riales-en-am-rique-latine/14547>
- Duval, J. (2010). « Honduras : soutenu par les États Unis, Porfirio Lobo légitime le coup d'État en lui succédant », *Le Grand Soir*. Repéré le 8 août 2017 dans

<https://www.legrandsoir.info/Honduras-soutenu-par-les-Etats-Unis-Porfirio-Lobo-legitime-le-coup-d-Etat-en-lui-succedant.html>

Eurosur. (2011). « L'ALBA-TCP, nouvel acteur intergouvernemental en Amérique Latine », *Institut des Amériques*, suite au colloque ALBA-TCP, Nouvel acteur intergouvernemental en Amérique latine. Repéré le 26 mai 2017 dans http://www.institutdesameriques.fr/sites/default/files/fichiers_lies/ALBA-TCP_fran_ais_9.pdf

Falquet, J. F. (1997). Les Salvadoriennes et la guerre civile révolutionnaire. *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 5, 117-131.

Farr, A. S. (2010). Honduras: A Democracy Gone Awry The Forceful Ouster of a President. *Law & Bus. Rev. Am.*, 16, 311-322.

Fino, A. (2009). « Honduras, une histoire mal racontée. Des urnes du coup d'État au coup d'État dans les urnes », *Solidarité Internationale*. Repéré le 8 août 2017 dans <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/article-35729790.html>

Gallié, M. (2012). Introduction—Des analyses « Tiers-mondistes » aux « Postcolonial Studies » - théories critiques du pouvoir et revendications politiques. *Revue québécoise de droit international*, Hors-série, 1-10.

Gandasegui Jr, M. A. (2006). Latin America and imperialism in the 21st century. *Critical Sociology*, 32(1), 45-66.

Gordon, T. et Webber, J. R. (2013). Post-coup Honduras: Latin America's corridor of reaction. *Historical Materialism*, 21(3), 16-56.

Guay, J-H. (2015). Impérialisme. Repéré le 25 janvier 2017 dans <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1993>

Guay, J-H. (2015). Ingérence. Repéré le 17 janvier 2017 dans <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1687>

- Hobson, J. A. (1968). *Imperialism: a study* (Vol. 103). Nottingham: Spokesman Books.
- Holmes, R. et Bicheno, H. (2001). *The Oxford Companion to Military History*. Oxford : Oxford University Press.
- Horn, J. et Payette, J-F. (2007). *Guide de méthodologie et science politique*. Centre Paulo-Freire.
- Hurtado, F. (2009). Colonialité et violence épistémique en Amérique latine : une nouvelle dimension des inégalités ? RITA, N°2. Repéré le 9 avril 2017 dans <http://www.revue-rita.com/traits-dunion-thema-34/colonialitt-violence-thema-11250.html>
- Impérialisme. (s. d.). Dans *Dictionnaire Larousse en ligne*. Repéré le 17 janvier 2017 dans <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/imp%C3%A9rialisme/41863>
- Jorge, M. (2007). Gouvernance et ingérence. Les nouveaux enjeux de l'indépendance. *Présence Africaine*, (1), 388-391.
- Kantor, H. (1969). *Patterns of Politics and Political Systems in Latin America*. Rand McNally.
- Kozloff, N. (2009). Chiquita (United Fruit) en Amérique Latine : les créateurs de "républiques bananières" ? *Le Post archives*. Repéré le 2 juillet 2017 dans http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2009/08/11/1654023_chiquita-united-fruit-en-amerique-latine-l-inventeur-de-la-republique-bananiere.html
- Lakhani, N. (2016). Did Hillary Clinton stand by as Honduras coup ushered in era of violence? *The Guardian*. Repéré le 24 mars 2017 dans <https://www.theguardian.com/world/2016/aug/31/hillary-clinton-honduras-violence-manuel-zelaya-berta-caceres>
- Lambert, R. (2010). Honduras, un an après le coup d'État. *Le Monde diplomatique*. Repéré le 8 avril 2017 dans <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-06-28-Honduras>

- Lambert, R. (2011). Honduras : retour à l'OEA, retour à la normale ? *Le Monde diplomatique*. Repéré le 10 avril 2017 dans <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-06-04-Honduras-OEA>
- Lamrani, S. (2015). « Conversations avec le président du Honduras, Manuel Zelaya, victime d'un coup d'état en 2009 ». *Mondialisation*. Repéré le 28 mai 2017 dans <http://www.mondialisation.ca/conversations-avec-lex-president-du-honduras-manuel-zelaya/5446148>
- LaSusa, M. et Asmann, P. (2017). « Corruption Is the 'Operating System' in Honduras: Report », *InSight Crime*. Repéré le 20 juin 2017 dans <http://www.insightcrime.org/news-analysis/corruption-honduras-result-of-functioning-system-report>
- Lemoine, M. (2009). Ces relents de guerre froide venus du Honduras. *Le monde diplomatique*. Repéré le 28 juin 2017 dans <https://www.monde-diplomatique.fr/2009/09/LEMOINE/18106>
- Lemoine, M. (2009). Mascarade électorale au Honduras. *Le monde diplomatique*. Repéré le 29 juin 2017 dans <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-11-27-Honduras>
- Lemoine, M. (2010). Épilogue (provisoire) au Honduras. *Le monde diplomatique*. Repéré le 30 juin 2017 dans <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-01-29-Epilogue-provisoire-au-Honduras>
- Lénine, V.I. (1935, 1917). *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Varga, E. & Mendelson, L.A. (Eds.). Éditions sociales internationales (pp.1-88). Repéré le 10 avril 2017 dans http://royaumegomme.free.fr/page_web/page_lenine/l_imperialisme_stade_supreme_du_capitalisme.pdf
- Leonard, T. M., Morley, M. H., Schulz, D. E., Schulz, D. S., Honey, M., Jauberth, H. R., ... & Rosenberg, R. L. (1996). Central America, US Policy, and the Crisis of the 1980s: Recent Interpretations. *Latin American Research Review*, volume 31, n°2, pp. 194-211.

- Macleod A., O'Meara, D. (dir.). (2010). *Théorie des relations internationales : contestation et résistance*. 2^e édition. Montréal : Athéna Éditions.
- McCutchen, C. (2011). *Conquest colonization and the cross: religious aspects of the conquest and colonization of Honduras 1524-1700*. The University of Texas at Arlington.
- Meza, V. (1983). « Militaires et politique dans l'histoire du Honduras », *North-South Canadian Journal of Latin American Studies*, Volume 8, Issue 15, pp.83-100.
- Moberg, M. et Striffler, S. (2003). *Banana wars: Power, production, and history in the Americas*. Duke University Press.
- Morin, C. (2009). Le coup d'État au Honduras. Les raisons d'un échec. Repéré le 7 février 2017 dans <http://www.cerium.ca/IMG/pdf/HondurasCoup09.cmorin.pdf>
- Musset, A. (2013). Le Honduras en crise: vie et mort des Constitutions. *Cahiers des Amériques latines*, (57-58), 7-13.
- Núñez, I. M. (2013). « Espacios ingobernados e injerencia norteamericana en centroamericana », *Actacientífica*, 1-17. Repéré le 10 juillet 2017 dans http://actacientifica.servicioit.cl/biblioteca/gt/GT30/GT30_MedinaNu%C3%B1ez.pdf
- Organisation des Nations Unies. (2006). « Cartes générales : Honduras », *Section de la Cartographie du Département de Maintien de la Paix*. Repéré le 4 janvier 2018 dans <http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/honduras.pdf>
- Padgett, T. (2009). Why Obama Won't Use the M-Word for Honduras' Coup. *Time*. Repéré le 28 juin 2017 dans <http://content.time.com/time/world/article/0,8599,1920725,00.html>
- Passave, A. (2010). « Le nouveau président du Honduras, Porfirio « Pepe » Lobo Fruit d'une crise politique », *Regard Critique*. Repéré le 8 août 2017 dans <http://www.regardcritique.ca/article/le-nouveau-president-du-honduras-porfirio-pepe-lobo>

- Pérez-Brignoli, H. (2006). El fonógrafo en los trópicos: sobre el concepto de banana republic en la obra de O. Henry. *Iberoamericana* (2001-), 6(23), 127-141.
- Petsko, G. A. (2002). Banana republic. *Genome biology*, 3(12), comment1016-1. Repéré le 14 mai 2017 dans <http://genomebiology.com/2002/3/12/comment/1016>
- Rey, P. P. (1973). *Les alliances de classes : Sur l'articulation des modes de production : Suivi de Matérialisme historique et luttés de classes*. F. Maspero. Librairie François Maspero, Paris.
- Robinson, W. I., Ouardi, S., Cohen, J., & Andreani, F. (2013). L'Amérique latine face au nouveau capitalisme mondialisé. *Mouvements*, (4), 14-24.
- Rojas-Fonseca, C. (2013). Injerencia de Estados Unidos en Latinoamérica. *ACTA ACADÉMICA*, 53, 231-244.
- Ropp, S. C. (1974). The Honduran Army in the Sociopolitical Evolution of the Honduran State. *The Americas*, 30(4), 504-528.
- Rouquié, A. (Ed.). (1991). *Les forces politiques en Amérique centrale*. KARTHALA Editions.
- Ruhl, J. M. (2010). Honduras unravels. *Journal of Democracy*, 21(2), 93-107. Published by Johns Hopkins University Press. Repéré le 26 mai 2017 <https://doi.org/10.1353/jod.0.0170>
- Sabot, A. (2009). Honduras : Un coup d'État d'un genre nouveau. *Le Monde*. Repéré le 20 mars 2017 dans http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/06/29/honduras-un-coup-d-etat-d-un-genre-nouveau_1213244_3222.html
- Schlesinger, S-C. (1983). *Bitter fruit : the untold story of the American coup in Guatemala*. Garden City, N.Y : Anchor Press/Doubleday.
- Shepherd, P. L. (1984). The tragic course and consequences of US policy in Honduras. *World Policy Journal*, 2(1), 109-154.

- Sieder, R. (1995). The United States, Honduras, and the Crisis in Central America by Schulz D.E and Schulz, D.S. *Journal of Latin American Studies*, Vol. 27, No. 3, pp. 741-742. Repéré le 15 mai 2017 <http://www.jstor.org/stable/158514>
- Taylor-Robinson, M. M., et Ura, J. D. (2013). Public opinion and conflict in the separation of powers: Understanding the Honduran coup of 2009. *Journal of Theoretical Politics*, 25(1), 105-127.
- Tickner, J.A. (2011). Retelling IR's foundational stories: some feminist and postcolonial perspectives. *Global Change, Peace & Security*, 23(1), 5-13. Repéré le 10 mai 2017 dans <http://dx.doi.org/10.1080/14781158.2011.540>
- Venturini, E. (1986). *Amérique centrale : la cinquième frontière?*. Paris, La Découverte.
- Walker, T. W., et Armony, A. C. (2000). *Repression, Resistance, and Democratic Transition in Central America*. Rowman & Littlefield.
- Wallerstein, I. (2006). *Comprendre le monde : Introduction à l'analyse des systèmes-monde*. Paris, La Découverte.
- Weisbrot, M. (2011). Commentary: Obama's Latin America Policy: Continuity Without Change. *Latin American Perspectives*, Issue 178, Vol. 38 No. 4, pp.63-72. Repéré le 25 mai 2017 dans <http://journals.sagepub.com.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/doi/pdf/10.1177/0094582X11406845>
- Wright, T. P. (1960). Honduras: A Case Study of United States Support of Free Elections in Central America. *The Hispanic American Historical Review*, 40(2), 212-223.
- Young, R.J.C. (2001). *Postcolonialism: An Historical Introduction*. Blackwell Publishing. 1st Edition.